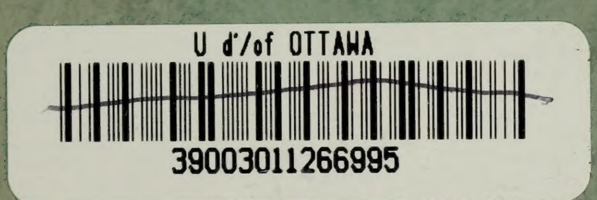
Chardon, Ary-Henri

FOX ET LA REVOLUTION FRANCAISE



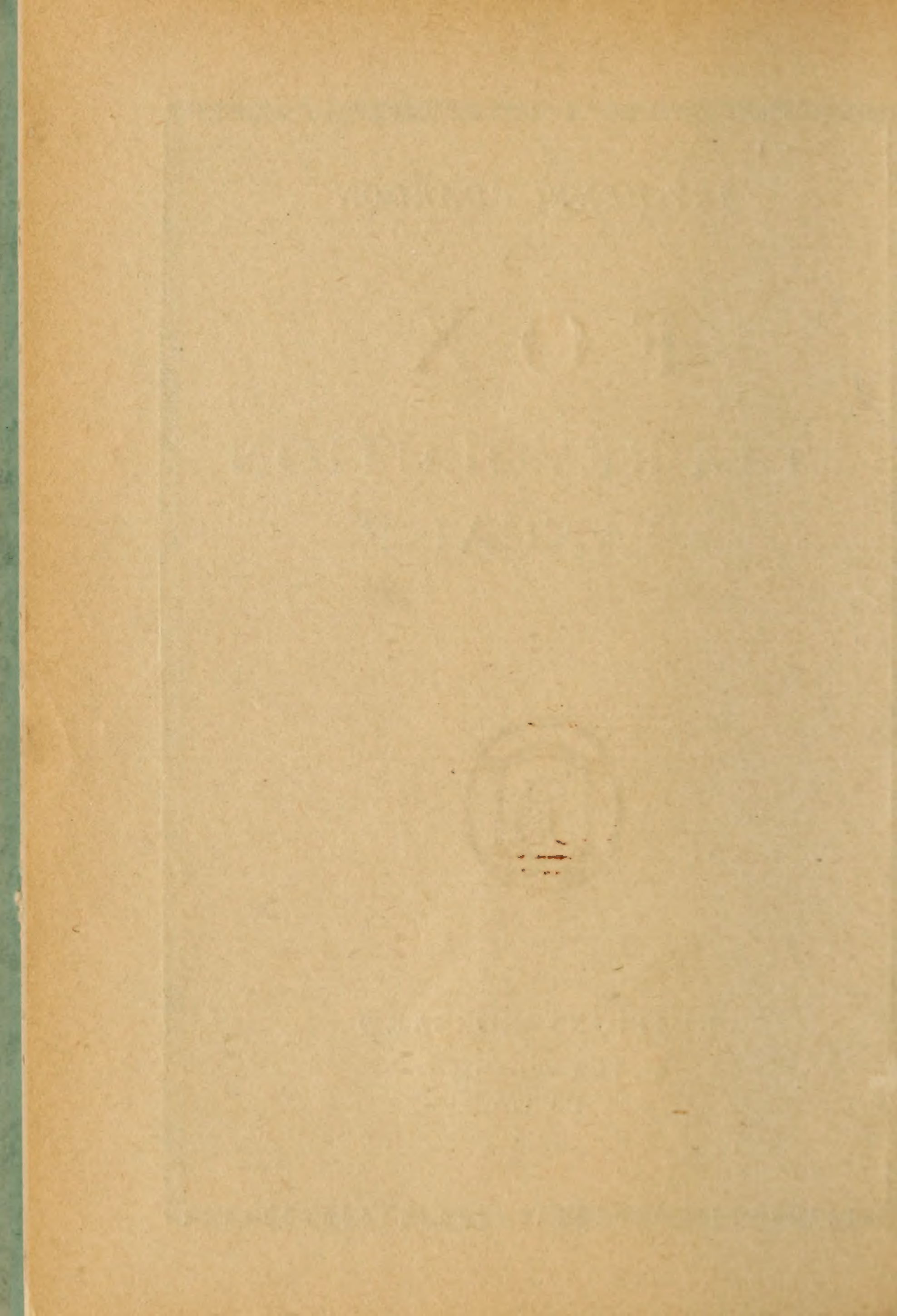
2

ARY-HENRI CHARDON

FOX
ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



EDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1918



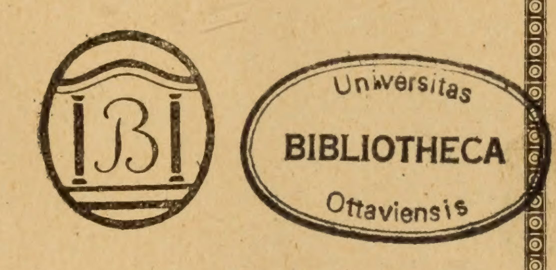
FOX

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

ARY-HENRI CHARDON

FOX
ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



EDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1918

INTRODUCTION

La politique de Fox de 1789 à 1793 a amené la dislocation du parti Whig : en 1789 contre la majorité de Pitt qui oscille autour de deux cent cinquante voix, Fox arrive fréquemment à grouper cent trente voix. En 1793, il n'a plus qu'une quarantaine de partisans. A ceux qui ne s'inclinent que devant le succès, la politique de Fox, pendant ces quatre années, a pu paraître maladroite.

Pourtant, dans cette période de sa vie, avec une belle constance, Fox a défendu les grandes revendications des Whigs d'Angleterre : tolé-

rance, abolition de la traite, liberté de la presse, réforme parlementaire ; il a montré une connaissance profonde des affaires étrangères ; son talent oratoire est aussi grand qu'au temps de la guerre d'Amérique ; il aurait dû s'imposer, au respect, par l'unité de ses doctrines et de sa conduite, qualité si rare chez les hommes publics. Mais il s'est laissé enivrer par la Révolution française ; après avoir détesté la France de l'ancien régime, il admire tellement la France nouvelle que, dans chacun de ses discours, il ne peut s'empêcher d'en parler. Ici, ses amis ne le comprennent plus ; oubliant la grandeur de son rôle comme leader du parti Whig, ils l'abandonnent par peur de la Révolution.

C'est parce que Fox admirait la Révolution qu'il s'est brouillé avec Burke, qu'il a été mis en marge de son parti et livré à la calomnie, lui qui tenait tant à la popularité.

Ses contemporains ne l'ont pas excusé d'avoir sacrifié son avenir politique à une idée ; beaucoup d'historiens modernes, épris de la gloire de Pitt dont ils font un héros national et défendant l'esprit de panique qui a soufflé sur l'Angleterre à cette époque, sont

injustes pour Fox ; si l'évidence des documents les force à être impartiaux, ils sont impartiaux comme à regret. A nous qui l'examinons froidement, sans préjugés, à la seule lumière des textes, la politique de Fox de 1789 à 1793 apparaît comme singulièrement belle.

Ce n'était pas uniquement un amour idéal de l'esprit démocratique qui poussait Fox à invoquer sans cesse la Révolution française ; c'était aussi le sentiment de l'analogie entre les institutions anglaises et les institutions que la France se donnait, du caractère sacrilège de la guerre entre deux peuples fait désormais pour s'entendre.

Méprisant les combinaisons mesquines qui conduisent aux honneurs et aux prébendes, en défendant l'œuvre révolutionnaire, Fox a lutté pour la paix : il le savait clairement ; ainsi non seulement il servait la cause de l'humanité, mais encore il servait mieux son pays que Burke réveillant par ses anathèmes la morgue égoïste et dangereuse de l'aristocratie anglaise.

Simple membre des Communes, avec une minorité sans cesse s'effritant, Fox a com-

battu la guerre. Il a été vaincu, mais il est resté debout ; il a sacrifié ses amis à ses idées, à sa notion élevée du bonheur public ; par là il est resté une des plus grandes figures du Parlement anglais.

FOX

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

FOX EN 1789 : SA SITUATION POLITIQUE

Au début de l'année 1789 Fox a déjà un long passé parlementaire. C'est en 1768, à l'âge de dix-neuf ans, qu'il a été élu pour la première fois par le bourg de Minhurst que lui avait acheté son père ; il a donc exactement quarante ans ; à cet âge où beaucoup d'hommes sortent à peine de l'incertitude de la jeunesse, il arrive mûri par une carrière mouvementée.

Il ne peut plus encourir le reproche de prendre les « combinaisons d'un parti pour règle de conduite » et de manquer des conceptions nécessaires à un homme d'État : sa fougue première a disparu. Il a eu la chance

singulière de se trouver jeté dans la politique à l'époque héroïque du Parlement anglais.

La vie moderne commençait ; les orateurs voyaient pour la première fois se dessiner les problèmes qui ont occupé tout le XIXe siècle [1] ; le parti Whig et le parti Tory prenaient leur physionomie définitive.

Exotiques d'aspect, exotiques d'accent, pendant longtemps ayant à peine su l'anglais, les deux premiers Georges étaient restés des étrangers qui ne s'intéressaient qu'au Hanovre. Suivant la formule Whig, ils s'étaient contentés de régner sans gouverner et, sous leur curatelle lointaine, le régime parlementaire, consécration du lent travail et de l'expérience, avait pris racine en Angleterre.

Le roi ne pouvait mal faire : il ne faisait les mal que quand il était mal conseillé ; seuls ses conseillers étaient coupables.

Les ministres étaient devenus solidairement et politiquement responsables devant le Parlement. Cette responsabilité n'était pas grave, elle se traduisait seulement par la perte du

---

(1) Le discours de Burke aux électeurs de Bristol sur le mandat impératif.

pouvoir, mais elle était indéfinie : un projet d'impôt, une mesure quelconque pouvaient la provoquer.

De bonne heure, la formalité du contreseing avait permis aux ministres de délimiter l'étendue de leur responsabilité. Contresignant les actes royaux, appuyés sur une majorité solide, les ministres, hommes du Parlement, étaient devenus les maîtres du pays.

Joyeux du triomphe de leur doctrine, les Whigs soutenaient la dynastie qui leur procurait ce triomphe. Voltaire qui s'attendait à voir dans les Whigs des républicains en avait été frappé. De leur côté, les tories croyaient qu'ils ne pouvaient pas mieux manifester leur haine des révolutions qu'en attaquant une royauté à laquelle la révolution avait donné naissance.

Tories et Whigs, attachant plus d'importance aux moyens qu'au but, avaient été jetés, les uns comme les autres, dans une situation qui ne leur était pas naturelle et, Macaulay le compare plaisamment à ces animaux qui, transportés dans un climat qui ne leur convient pas, languissent et dégénèrent :

« Eloigné de la cour, le tory était comme

un chameau isolé dans les neiges de la Laponie ; le whig, se réchauffant aux rayons de la faveur royale, était comme un renne dans les sables de l'Arabie. Chacun d'eux revêtait peu à peu la forme et les couleurs de son ennemi, si bien que, le tory finit par porter haut la tête en dévôt de la liberté ; et le whig par ramper et lécher la poussière aux pieds du pouvoir. Le tory était réformateur immodéré et imprudent, le whig conservateur jusqu'à la superstition. »

Avec l'avènement de George III, les projets et la situation de la couronne changent brusquement : fier d'être né et d'avoir été élevé dans le pays, se faisant gloire du nom de Breton, George III interrompt la tradition de ses débonnaires ascendants ; il veut exercer sur le gouvernement de l'Angleterre une influence personnelle et, pour y arriver, à défaut de la supériorité de l'esprit, il emploie l'argent et la faveur.

Immédiatement les partis reprennent leur place normale. Abandonnant le jacobitisme, comme une revendication de dilettantes, les vieilles forces du torysme et de la noblesse rurale se rallient autour de ce roi qui défend

leurs formules, le dogme du droit divin et de l'obéissance passive, qui veut faire des ministres de simples conseilleurs et, du Parlement, une assemblée votant seulement les impôts. Aux landedmen, à la nation légale, aux véritables « matelots du vaisseau politique », le roi promet un ministère national recruté dans l'Angleterre rurale ; excellent élève de lord Bute, il invoque à chaque instant Brolingbroke et Gladstone et il séduit par l'étroitesse absolutiste de ses vues. Pieux, honnête, économe, parfois démocrate, fou par périodes, il entraîne l'armée tory à l'assaut de la haute aristocratie dévoyée, des moneyedmen et des dissidents, des whigs amis du parlementarisme et de la tolérance, des gens de Chatam et de Walpole il use, l'une après l'autre, différentes fractions du parti détesté.

Difficilement constitués, les ministères Grenville, Temple, Rockingham, Chatam, s'émiettent rapidement et, bientôt les amis du roi applaudissent à l'avènement de lord North, qui, pendant douze ans, va couvrir de sa responsabilité apparente l'administration active et directe de George III. Chatam compare ses contemporains à des monsignori, tandis

que Johnson, chantre du torysme, anathématise les « chiens whigs ».

Cependant les violences de Wilkes dans le North-Briton, le pamphlet de Junius, annonçaient un monde nouveau. Entre une royauté aux tendances turques et une assemblée vénitienne se dressait déjà le radicalisme anglais avec ses meetings, ses processions politiques, la presse libre.

Tory, jacobite même par sa naissance, Fox entre en février 1770 dans le ministère de lord North comme junior lord de l'amirauté. Si l'on en croit Horace Walpole il se fait remarquer principalement par sa passion pour le jeu.

En février 1772, un différend personnel avec lord North, et surtout son intention de s'opposer à l'acte des mariages royaux, le forcent à quitter le ministère.

Cette première rupture n'est pas de longue durée ; dès le mois de décembre, Fox entre à nouveau dans le ministère comme premier lord de la trésorerie. Mais il adopte une ligne de conduite indépendante à propos de la mise aux arrêts de l'imprimeur Woodfall. Dans une lettre adressée à lord North le roi flétrit « ce jeune homme si complètement dépouillé de

tout principe d'honneur et de probité qu'il doit devenir aussi méprisable qu'il est odieux ». Quelque temps après, dans une circonstance de la même affaire, Fox montre de nouveau son insubordination à North qui, par un billet laconique, le prévient qu'il n'est plus commissaire de la Trésorerie.

A partir de ce moment, Fox entre dans l'opposition : bien qu'il ne doive s'y joindre formellement que vers 1778, il commence à soutenir le parti de Rockingham. Il devient l'ami de Burke, et, cette amitié exerce sur lui une grande influence. Il inaugure l'indépendance de sa carrière politique, au moment critique de la guerre d'Amérique. Jusqu'ici il n'a fait que des discours de circonstance, sans liaison. Il révèle, pour les débats réguliers, une puissance d'éloquence inattendue. Malgré la familiarité que les différends politiques n'ont pu supprimer entre lui et North, Fox dirige avec une extrême véhémence les attaques contre les ministres : « l'arrogant, incapable et présomptueux lord Germaine » est l'objet d'une de ses plus belles philippiques.

Fox devient si redoutable que, après la reddition de Saratoga, des ouvertures lui sont

faites pour un retour au ministère. Il décline l'offre avec mépris et il continue à « stigmatiser l'esprit infernal qui inspire le gouvernement ».

Son duel avec lord Adam, pour avoir blâmé énergiquement les traîtres, lui a attiré une renommée éclatante ; il abandonne son mandat de Minhurst et se présente à Westminster : il est élu malgré l'hostilité de la couronne et les efforts de la puissante famille de Newcastle ; dès lors on commence à l'appeler l'homme du peuple ; la haine des puissants lui donne une importance nouvelle ; il connaît vraiment les douceurs de la popularité, il répond à la confiance que lui témoignent ses commettants, en devenant leur ami et, sans sacrifier sa propre pensée, en suivant les indications de leur volonté.

Sous l'assaut répété des votes hostiles de la Chambre, le ministère North finit par tomber le 20 mars 1782. Cette chute entraîne la paix avec l'Amérique. Fox entre dans le ministère Rockingham ; mais, un mois après, éclate sa violente antipathie contre son collègue Shelburne, qui veut prendre des airs de premier ministre, il ne reste en place que « pour donner un bon coup à la couronne ». Rockingham part après

trois mois de ministère : Shelburne le remplace, Fox donne sa démission.

Les motifs de cette démission sont mal connus. Shelburne a fait partie de l'administration du duc de Grafton ; il a été le second de lord Chatam ; il a combattu dans les rangs de l'opposition pendant la guerre d'Amérique ; à coup sûr il manque de franchise (Junius l'appelait déjà malagrïda) et il a fait jouer à un certain Oswald un rôle assez bizarre lors des négociations qui ont eu lieu à Paris ; mais il est courageux et résolu ; le roi le déteste cordialement. Seuls des motifs particuliers, d'ordre tout à fait intime, semblent avoir guidé Fox dans sa décision. Il arrive à un des passages décisifs de sa vie publique.

Etant donné le caractère nettement whig du ministère Shelburne, il semble que Fox va rester dans la neutralité, former un parti indépendant à la fois du parti gouvernemental et du parti des amis du roi. Aussi l'étonnement est-il général quand Fox solutionne le « problème des trois corps » en s'alliant avec lord North : une antipathie commune pour Shelburne, des négociations par intermédiaires, une transaction qui ressemble à un marché et le pacte est conclu.

Cavendish fait tomber le ministère Shelburne sur une question relative aux préliminaires de la paix : un ministère Portland, North, Fox, arrive au pouvoir.

Tout a été dit sur la coalition de Fox et de North : « ce mariage contre nature ». North, instrument passif de la volonté royale, avait été lardé par Fox de toutes les épigrammes qui existent dans la langue anglaise : sa conduite, ses principes, son caractère, son honneur, sa probité même avaient été violemment attaqués. Il y avait quelque chose de bas dans sa soumission, avec laquelle, le dernier favori du roi, encore couvert des « cicatrices de la puissante épée de Fox », s'empressait d'accepter une charge dans ce qui était virtuellement le gouvernement de Fox. En voyant ces adversaires déclarés se coaliser pour conquérir le pouvoir, le public leur reprocha de se laisser influencer dans leur conduite par le seul amour de la place. Les philippiques de Fox contre un gouvernement pervers retentissaient aux oreilles de ceux qui les voyaient s'asseoir l'un aux côtés de l'autre sur les bancs ministériels.

Le ministère signe la paix avec l'Amérique.

Fox présente son bill de l'Inde. Le bill passe à la Chambre des Communes; mais on raconte au peuple que les commissaires de l'Inde seront choisis dans l'entourage de Fox ; on appelle Fox le Khan Charles, ou Cromwell ; on en fait un personnage quasi royal ; les corporations de toute espèce voient avec inquiétude la ruine de la plus puissante des corporations du royaume : la compagnie des Indes.

Le roi, saisissant l'occasion, sollicite les voix des pairs contre le bill de l'Inde, il obtient le rejet du bill à la Chambre des Lords par 95 voix contre 75.

Le ministère refuse de se retirer, car il a la majorité dans la Chambre élective. Le roi enlève alors les sceaux à Fox et à North et il nomme premier lord de la trésorerie, c'est-à-dire chef du gouvernement, le jeune William Pitt. Les votes généraux de censure contre les ministres se succèdent, la couronne est sommée de renoncer au gouvernement nouveau : mais Pitt ne donne pas sa démission et le roi refuse de le renvoyer.

Fox attaque avec habileté ; Pitt, soutenu par Richmond, se défend avec courage et sang-froid. Les majorités diminuent cependant.

Le 24 mars, avant le vote de la loi d'appropriation, le roi met fin à la lutte en prononçant la dissolution du Parlement.

L'opinion publique est devenue favorable à Pitt ; son influence sur les élections est décisive : plus de cent soixante membres des Communes perdent leur siège et presque tous appartiennent à l'opposition. La déroute de la coalition est complète, le premier vote de la nouvelle Chambre donne à Pitt une majorité de deux contre un, cette majorité désormais va demeurer inébranlable.

Le succès de Pitt, aux élections de 1784, est une défaite pour Fox.

Pourtant Fox a encore une forte troupe : le vieux parti whig est diminué, le roi triomphe avec Pitt; Fox a perdu la majorité; mais Fox n'a pas perdu complètement la faveur de l'Angleterre, il conserve des partisans nombreux. Lors de l'élection de 1784, des femmes du plus haut rang ont parcouru la ville pour lui gagner des voix. Pour prix de son suffrage un boucher a demandé à la duchesse de Devonshire un baiser et l'a obtenu ; Londres a offert le spectacle d'une ville divisée en deux factions : si, d'une part, on portait l'uniforme de Windsor,

habit bleu avec collet rouge, de l'autre, on portait les couleurs de Fox, bleu et jaune. Un sujet a balancé son souverain. A son passage à Manchester, les chefs des manufactures suivis de leurs équipes, sont venus à sa rencontre ; sa voiture, dont on a dételé les chevaux, a été traînée en triomphe ; la ville d'Hereford, dont le territoire produit le meilleur cidre de l'Angleterre, lui a envoyé le droit de cité dans une boîte en bois de pommiers. Certaines frivolités, son amour pour les courses et le jeu, sa liaison avec mistress Robinson, la fameuse Perdita, les fêtes dans la maison de Berkely square, d'où l'on domine les jardins de lord Shelburne, n'empêchent pas ces manifestations de sympathie qui s'adressent à l'homme public.

Vaincu par le roi et par Pitt, Fox reste encore redoutable. Son éloquence ne soulève plus, comme au temps de la guerre d'Amérique, la grande confédération des libéraux. Il a été impatient et jaloux ; il n'a pas su se discipliner. Du moins il n'a pas varié dans sa politique. Il a changé de collaborateurs, il a louvoyé ; jamais il n'a renié son parti ; depuis 1774 il est resté fidèle aux principes libéraux.

La troupe qui lui reste est forte et indépendante, elle est débarrassée des « porphyrogénètes » sans talent qui recherchent moins « les pensées qui respirent et les paroles qui brûlent que les titres ronflants et les domaines ». Ceux-ci regardant le pouvoir comme l'héritage des riches familles se sont ralliés à Pitt. Sans doute les partisans de Fox sont, aussi pour la plupart, des aristocrates, mais ils sont décidés à livrer à la couronne la bataille du peuple.

Avec un grand luxe d'arguments, les historiens anglais peuvent nous expliquer que Pitt n'était pas un esclave du trône, que George III ne l'a traité jamais comme il avait traité North, qu'avec le parti des amis du roi l'antique influence secrète et la corruption avaient disparu, Pitt n'en devait pas moins son ministère à un acte personnel de la volonté royale.

Fox pouvait avec dédain regarder le fils de lord Chatam, humanitaire à ses heures, mais surtout disposé à renier son passé de whig et à oublier son hérédité, en créant un renouveau de torysme. Fox continuait à représenter avec cent trente amis, la doctrine parlementaire, le régime sorti des efforts lents du temps, fruit de l'expérience : les ministres hommes du Par-

lement appuyés par une majorité réelle et non par une majorité factice que procurent les dissolutions.

Pendant quatre ans la politique de Pitt, avant tout financière et économique, ne permet à l'opposition de manifester vraiment sa vigueur qu'au moment de la mise en accusation d'Hastings. Mais vers la fin de l'année 1788 la maladie du roi donne à Fox, avec l'espoir de revenir au pouvoir, l'occasion de livrer un combat violent.

Au début de novembre, Fox, après avoir traversé la Suisse, voyage en Italie. Délivré des soucis de la politique il s'adonne entièrement aux plaisirs de la route; si un journal anglais tombe entre ses mains il n'est intéressé que par les nouvelles des courses ; il songe avec bonheur qu'il va visiter Rome.

Près de Bologne un courrier le rattrape et lui annonce que le roi George III est devenu fou. Immédiatement, il interrompt son voyage ; il revient en neuf jours, sans s'être couché une seule fois. Arrivé à Londres, il trouve son neveu malade ; lui-même est pris de dyssenterie ; pourtant sans hésiter il se jette dans la lutte.

La folie royale en effet est pour lui l'occa-

sion de vider avec Pitt la vieille querelle, de se venger des élections de 1784 qui ont mis fin à sa maîtrise sur la Chambre, de foudroyer définitivement peut être un adversaire détesté.

L'avènement à la régence du prince de Galles, ami de Fox, paraît certain ; et le prince de Galles a annoncé qu'il renverrait les ministres actuels. Le Parlement vient de s'ajourner à quinze jours ; la capitale présente une animation extraordinaire ; l'opposition énumère avec complaisance les infirmités royales et dit la guérison impossible. Les partisans de Pitt ont beau déclarer que leur cher ministre reviendra porté sur les épaules de la nation ; ils dissimulent mal leur inquiétude.

Fox croit que la lutte sera rude, mais il pense être au pouvoir avant un mois. En attendant il rectifie les fautes commises. Lord Longhborough a proposé au prince une sorte de coup d'État en conseil privé ; Fox ne veut pas de guerre civile, mais il déclare que pendant la maladie du roi, le prince de Galles aura le droit d'exercer toutes les fonctions royales. Le prince de Galles et le duc d'York fouillent dans les papiers de leur père et la reine traite

ses fils comme des brigands. « Chacun, dit lord Russell, avait déserté son rôle. »

Aux deux Chambres réunies le 4 décembre, Pitt annonce la maladie du roi et la suspension des fonctions du gouvernement. Les premières séances sont consacrées à la discussion d'une procédure préparatoire. Les médecins jusqu'ici n'ont été entendus qu'en conseil privé : Fox obtient l'élection dans chacune des Chambres d'un Comité de vingt et un membres pour interroger ces médecins. La guérison est reconnue douteuse ; il faut organiser la régence.

Le 10 décembre, Pitt propose la nomination d'un comité nouveau pour faire des recherches dans les procès-verbaux des Parlements antérieurs et trouver des précédents.

Fox proteste contre cette inutile perte de temps. L'âge de l'héritier du trône, sa capacité certaine, le mettent en mesure d'exercer ses droits ; le Parlement, organe de la nation, doit se contenter de lui donner son approbation.

Immédiatement le parti de Pitt interprète cette déclaration comme une affirmation de la doctrine de l'hérédité. Pitt se lève et essaie de démontrer que toute l'histoire d'Angleterre est

là pour prouver que, sans investiture du Parlement, l'héritier apparent n'a pas plus le droit d'exercer le pouvoir royal que le dernier des sujets du royaume.

A partir de ce moment le débat est dessiné dans ses grandes lignes. Il va se poursuivre mouvementé pendant deux mois au milieu des formations de comités, du vote des motions ministérielles, à peine interrompu quelques jours par la mort du président de la Chambre. Bien qu'il sente tout le vide de cette discussion abstraite, excité par Pitt qui veut lui faire commettre une faute de tactique, Fox poursuit la querelle avec vigueur.

Un jour où l'on invoque Henri IV, Fox montre la stupidité d'aller chercher des exemples dans un siècle barbare et reculé. Dans le feu du débat, il va même jusqu'à dire qu'un régent élu par la Chambre serait un objet ridicule et, bien qu'il s'en défende, il est l'avocat fougueux de la doctrine antique du droit héréditaire. Pitt, au contraire, déclare que le Parlement seul peut appeler le prince à l'autorité suprême.

Entre ces deux hommes, plus encore que des discussions sur des principes, des attaques

personnelles. Ce qui domine tout ce débat c'est le contentement de Fox de remonter au pouvoir et la fureur de Pitt de se voir obligé, à brève échéance, de quitter le ministère ; c'est aussi ce qui diminue pour nous cette joute oratoire que les contemporains ont considérée comme si grave.

Les néo-torystes de Pitt considèrent que Fox en s'avançant sur le terrain de l'hérédité commet une grande faute ; ils poussent des cris de triomphe. Le pays accueille assez mal les principes de droit divin ; il trouve plaisant que Fox les défende ; on se moque de Burke qui fait de longs, violents et furieux discours ; les lettres de Grenville répètent que Fox n'a pas de jugement. Par contre, on admire les belles qualités de Pitt, la supériorité de son bon sens, son habileté parlementaire.

Au point de vue constitutionnel, Fox avait raison : la couronne d'Angleterre est héréditaire et non élective et ce n'était pas la seule amitié qui lui avait fait défendre les droits du prince de Galles.

Le résultat pratique de cette gestation théorique et pénible ce fut le dépôt par le ministère d'un projet de régence entourant de restrictions

l'exercice de l'autorité royale. Contre ce projet qui lui interdisait d'aliéner la propriété royale, d'accorder des pensions ou des fonctions quelconques, de faire des pairs, et qui laissait à sa mère l'administration de la maison royale, le prince de Galles éleva des protestations. Fox montra que Pitt voulait non seulement paralyser la régence, mais encore amener une division entre le prince et sa mère. Les Chambres adoptèrent pourtant le projet de Pitt et le prince s'inclina devant le fait accompli.

Déjà on frappait des médailles avec le portrait du prince de Galles et les rôles du futur ministère étaient distribués : Portland était premier ministre ; Fox avait les affaires étrangères ; Burke et Sheridan étaient à la marine, Longborough, Stormont, Carlisle et Cavendish se répartissaient les autres portefeuilles. La fameuse défaillance de lord Thurlow, bien souvent citée, parce qu'elle a fourni à Pitt l'occasion d'un « mouvement théâtral » montrait que la chute de Pitt semblait certaine et que Fox avait bien manœuvré.

Tout à coup la guérison du roi vint mettre fin à ces combinaisons : le 24 février 1789, le roi parle à Pitt de sa maladie comme d'une

chose passée qui ne lui laisse que de la reconnaissance pour ceux qui l'ont soutenu. Ses fidèles sujets, qui sommaient quelque temps auparavant les médecins de le guérir, illuminent leurs demeures ; les échoppes des savetiers les plus pauvres sont décorées de chandelles ; Londres resplendit de lumière ; la reine signifie à ses fils qu'ils ne sont pas invités au concert de Windsor et bientôt elle va combler d'attention le colonel Lenox qui s'est battu avec le duc d'York. Le roi ne pardonne pas au prince de Galles d'avoir mis la main sur ses papiers, son argent, ses joyaux, pour les déposer en lieu sûr.

Le 10 mars, on lit au Parlement l'adresse royale dans laquelle il est surtout question de la reconnaissance de S. M. pour les preuves que les Chambres ont données de leur attachement à sa personne. Fox déclare qu'il votera l'adresse, mais il fait remarquer que l'auteur de cet éloge pompeux de la conduite des ministres du roi est le premier de ces ministres et qu'il est un peu ridicule de se louer soi-même. Il termine ainsi en homme d'esprit ce grand débat qui avait interrompu son voyage en Italie et où ses adversaires lui ont reproché d'avoir trop

montré le désir du pouvoir. Le combat a été rude, ses amis ont pleinement donné : seul le rétablissement du roi a empêché le triomphe.

Désormais sans espoir de revenir au pouvoir, Fox n'a qu'à se donner tout entier à l'opposition, cette opposition que depuis longtemps déjà il connaît et qu'il avoue aimer, cette opposition qu'il veut forte et systématique, sincère et désintéressée, qui doit renoncer à toute espèce de patronages et d'émoluments de places.

Il a attaqué Pitt et l'a presque vaincu ; Pitt servi par les circonstances et soutenu par une majorité servile paraît maintenant inébranlable. Mais Fox n'est pas de ceux que la défaite réduit au silence ; on peut essayer de le briser ; il ne cédera pas.

La force de l'événement en politique c'est le triomphe périodique de tout ce qui est bas et médiocre dans la race humaine ; Fox le sait et il sait aussi que, contre les événements, il appartient aux hommes de valeur de se cabrer ; par sa vie il va réaliser désormais cette vérité : ainsi, il servira mieux son pays qu'en se ralliant aux puissants du jour ou en obéissant aux impulsions de l'intérêt personnel ; par là aussi

il restera un des plus beaux exemplaires de la race parlementaire. C'est dans ce rôle de chef de l'opposition, de leader du parti whig que les événements vont lui permettre de prononcer dans les années 1789 à 1793, ses discours les plus remarquables.

FOX ET LA TOLÉRANCE

L'obligation de communier suivant le rite anglican et de prêter le serment imposé en 1673 par le bill du Test empêchait tout catholique ou dissident d'entrer dans une fonction publique ou dans une corporation. A plusieurs reprises à cette époque (1) Fox demanda la révocation de l'acte du Test et se fit l'avocat de l'émancipation religieuse. Il expliquait qu'on doit juger les hommes d'après leurs actions et non d'après leurs opinions, qu'on doit seulement demander aux fonctionnaires de remplir leurs devoirs de bons citoyens, qu'instituer des examens religieux de ce genre conduit à

(1) V. notamment les discours du 9 mai 1789, 2 mars 1790, 21 février, 1er mars 1791 et les réponses aux motions Beaufoy.

l'injustice, à l'oppression, fait prendre la triste habitude de juger les opinions politiques par les opinions religieuses et prive le pays d'hommes de talent. Il déclarait parler au nom de la tolérance et des droits universels du genre humain.

Cette doctrine se heurta au dogme de la religion d'État énoncé par Pitt en termes hautains, à l'exaltation lyrique de la sagesse des ancêtres qui avaient lié étroitement l'Église et l'État. Fox dépassait l'horizon des contemporains ; un biographe moderne lui a reproché de ne pas s'être ici conduit en homme d'État épris de la réalité [1]. Pourtant Fox n'a fait

(1) Il est possible que la malignité me représente dans la pratique comme un nouvel Olivier Cromwell voulant attaquer la religion ; déjà on m'a comparé à cet usurpateur comme attaquant la couronne et ce sont les personnes dont en ce moment je plaide ici la cause. Néanmoins cette cause je l'ai entreprise d'après la conviction de sa justice et je serai toujours prêt à devenir l'avocat des membres du clergé qui, peut-être en ce moment, m'accablent de leurs fausses accusations si je les vois un jour en danger. *Je m'expose donc aujourd'hui à l'inconvénient de perdre ma popularité certain que le temps n'est pas éloigné où la justice sera rendue à mes motifs* . . .
. . . .
« Plus vous êtes puissants, plus vous devez être généreux. Plus le pouvoir est effectivement puissant, plus il doit ménager le faible, plus il doit avoir soin de ne pas s'écarter de l'humanité et de la justice » (1er mars).

qu'annoncer et défendre avec son talent habituel une réforme qui devait être réalisée trente-cinq ans plus tard.

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Les grands journaux politiques venaient de se fonder : le *Morning Chronicle* en 1759 ; la *Post* en 1772 ; le *Times* en 1785 ; combinaisons d'annonces et de nouvelles commerciales, avec des articles de fond et un compte rendu des Chambres.

Le gouvernement et la majorité du Parlement, voyaient naître avec déplaisir cette nouvelle puissance politique : loin d'encourager la presse, ils essayaient de l'entraver par des lois fiscales. La presse restait d'ailleurs soumise aux anciennes lois sur les « libels » qui punissaient de prison ou de déportation toute parole irrévérencieuse pour le roi, les princes, le gouvernement ou la religion. Le jury n'avait qu'à se prononcer sur le fait de la publication et la condamnation s'ensuivait. Les libéraux vou-

laient que le jury se prononçât aussi sur la peine. Beaucoup d'hommes d'État et de juristes, lord Camden à leur tête, déclaraient qu'ainsi les Anglais ne seraient plus jugés que par leurs pairs et Erskine, dans d'éloquents discours, avait attiré l'attention sur la réforme. Fox fut leur porte-parole au Parlement.

« La liberté de la presse, dit-il le 20 mai 1792, a augmenté la science du gouvernement ; dans tous les pays et dans tous les temps, ce n'a été qu'aux dépens de la liberté du peuple que l'on a apporté des entraves à la presse ; par de telles entraves, non seulement on ne prévient rien, mais encore on ne répare jamais. »

Fox gagne Pitt à sa cause et obtient le vote de l'acte des Libelles dans lequel il est déclaré que le jury a le pouvoir de prononcer un verdict général sur tous les résultats du procès dans le cas de délits de presse, comme dans les autres cas criminels. Pour beaucoup d'Anglais les quatre articles de cet acte sont presque aussi importants que l'acte d'Halcas Corpus lui-même.

L'ABOLITION DE LA TRAITE

Les documents, sur la traite des esclaves, apportés par Clarkson en 1789, avaient produit une vive impression ; on se répétait les récits des traversées de ces cargaisons humaines ; Wilberforce, le plus pieux et le plus désintéressé des hommes, s'était enthousiasmé pour la cause de l'abolition. Après l'échec du bill de Dobben qui avait surtout pour but de faire respecter l'hygiène à bord des vaisseaux négriers, Wilberforce avait commencé sa campagne pour la suppression complète de la traite.

Dès le début, Fox fut un de ses plus chauds partisans. Obéissant aux impulsions de cette nature franche, ouverte, affectueuse que tous lui ont reconnue, il montra dans cette grande discussion un esprit de philanthropie qui força l'admiration des plus réfractaires de ses auditeurs.

« Un commerce de chair humaine, déclarait-il le 12 mai 1789, est ce que je connais de plus odieux, et c'est le comble des infamies de

le laisser autoriser par l'aveu d'un gouvernement quelconque. »

« Plus j'examine ce sujet, disait-il deux ans plus tard, le 19 avril 1791, plus je me persuade que si, après tous les documents qui sont sur le bureau, après tout ce qui a été dit de cet abominable commerce, quelques personnes persistaient néanmoins à vouloir soutenir cet odieux trafic, cela ne pourrait venir que d'un défaut d'organisation dans le cœur et dans l'esprit, tel que je plains souverainement ces personnes d'être ainsi organisées. »

Des discours de Fox, la pensée se reporte tout naturellement au discours que nous avons retrouvé dans les papiers de Mirabeau et qui n'a jamais été prononcé, la circonstance pour laquelle il était réservé, ne s'étant jamais présentée. Entre les deux discours tels qu'ils nous sont parvenus, l'un écrit de la main même de son auteur, l'autre reproduit par les journaux ou les chroniques, la ressemblance est souvent frappante.

« Je ne dégraderai ni l'assemblée ni moi-même, avait écrit Mirabeau en cherchant à prouver que les nègres ont droit à la liberté ; vous avez décidé cette question puisque vous

avez décidé que tous les hommes meurent et naissent égaux en droits et ce n'est pas de ce côté de l'Atlantique que des royalistes corrompus oseront soutenir que les nègres ne sont pas des hommes. »

« C'est la liberté personnelle qui est aujourd'hui le point en question, disait Fox. Cette liberté doit être le premier objet de tout être existant et c'est un droit tel que celui qui en prive son semblable est criminel tout autant que celui qui en retient l'exercice. La traite des nègres en Afrique est une violation horrible de la liberté individuelle.

« La Chambre sait ce qu'est cet odieux trafic et je déclare que si, par le vote de cette séance, elle ne montre pas au genre humain toute l'horreur qu'elle éprouve d'un trafic aussi barbare, elle fera l'acte le plus honteux aux yeux du monde entier qu'une Chambre des Communes puisse jamais faire ; elle donnerait la sanction parlementaire à la rapine, au vol, au meurtre. »

A Fox comme à Mirabeau c'est le transport sur le navire négrier qui fournit les plus longs développements. C'est d'ailleurs l'évocation du fameux livre de Clarkson, sur la couverture

duquel un dessin représentait les malheureux nègres entassés dans l'entrepont :

« Les infortunés, avait écrit, avec une certaine emphase, Mirabeau, je les vois, je les entends altérés de respiration, leur langue pendante peint leur douleur et ne peut plus l'exprimer... Ecoutez ces hurlements, voyez les derniers efforts de ces malheureux qui se sentent suffoqués. Suivons donc ce navire ou plutôt cette longue bière flottante. »

« C'est dans l'intérieur du vaisseau négrier, clamait Fox, que réside le pouvoir arbitraire le plus despotique, c'est dans ce lieu que se passent les scènes de la plus grande cruauté », et Fox décrivait les horreurs du recrutement des esclaves en Afrique, leur triste situation une fois qu'il étaient aux colonies. Il fut si éloquent que Burke déclarait qu'il allait jeter au feu une proposition à laquelle il songeait, parce que le talent de son ami le déterminait à voter pour l'abolition.

Mais trait plus intéressant que cette identité de développements, indice d'une identité de sentiments, de même que Mirabeau, dans sa péroraison, conviait l'Angleterre et la France à asseoir sur cette base inébranlable de l'huma-

nité une alliance qui leur permettrait de commander la paix au monde au lieu de s'entre-déchirer, Fox faisait aussi à chaque instant appel à la collaboration de la France et de l'Angleterre comme seul moyen d'arriver à l'abolition de la traite, et d'imposer l'humanité au monde. Et il est permis de se demander si, à cette époque, un ministère Mirabeau en France et un ministère Fox en Angleterre n'auraient pas épargné bien des malheurs aux deux pays.

Mirabeau, malgré tous ses efforts, ne sut pas empêcher ses ennemis d'interdire aux membres de l'assemblée de devenir ministres ; il mourait au seuil de l'impopularité, sans avoir jamais conquis le pouvoir. Et Fox, depuis qu'il avait été vaincu, dans le combat de la régence, ne pouvait être qu'un opposant.

Le 2 avril 1792, Whitbread fit une nouvelle motion pour l'abolition de la traite des nègres. Plusieurs députés déclarèrent que la traite était nécessaire à la prospérité des colonies. Pitt soutint la motion de Whitbread : comme Dundas voulait une abolition graduelle, Fox fit observer qu'il s'agissait de savoir si la traite serait abolie ou non : « la traite est impolitique,

injuste, inhumaine ; elle est si inhumaine que si les colonies ne pouvaient être cultivées que par ce moyen il vaudrait mieux ne pas les cultiver du tout. »

Ce fut la séance fameuse où Pitt se leva à une heure avancée de la nuit pour faire remarquer que la plupart des orateurs reconnaissaient que la traite devait être abolie. « Que ce soit par un moyen ou par un autre, immédiatement, ou dans un temps plus reculé, nous voulons tous cette abolition que l'humanité réclame de la façon la plus imposante. »

De l'avis de tous, ce fut un des plus beaux discours de Pitt ; il marque l'apogée de sa politique pacifique ; arguments de fait et arguments sentimentaux sont dressés contre l'horrible commerce ; quelques passages sont restés classiques : l'évocation de la vieille Angleterre, que les sénateurs romains auraient pu déclarer impropre à la civilisation parce qu'on y faisait des sacrifices humains et qu'on s'y livrait au commerce des esclaves ; l'Afrique désolée, s'ouvrant à l'industrie, au commerce, à des gouvernements éclairés ; « quelques-uns de nous peut-être pourront voir les lettres, les sciences, les arts orner cette terre de malheur... »

Tout cela peut dépendre de la décision que la Chambre va prendre cette nuit. L'Europe nous écoute, les nations nous attendent ; de notre mesure peut dépendre un bienfait général de l'Europe et de l'Afrique. Dans cette vue je vote contre l'ajournement et je m'opposerai de tout mon pouvoir à toutes les propositions tendant à différer, ne fusse que d'une heure, la totale abolition de la traite des nègres. »

A ce moment le soleil levant vint éclairer la figure de Pitt et ce détail pittoresque agissant sur les imaginations, vint augmenter encore le retentissement de son discours. Mais l'art, avec lequel ce discours était composé, n'empêcha pas beaucoup des contemporains de trouver plus de feu, une passion humanitaire plus grande dans la campagne de Fox. A la sagesse calculatrice, à la bienveillance froide de Pitt, on opposa l'explosion de sentiments généreux, qui conduisait Fox à l'assaut « d'une forteresse bâtie par l'égoïsme et la tyrannie, peuplée par la misère et le désespoir ».

« J'ai bien parlé, écrira Fox à T. Grenville, et c'est la chose qui peut me faire le plus de plaisir ; au fond, j'étais peut-être le seul à être enthousiasmé par cette cause et nul plus que

moi ne pourra se réjouir d'avoir suivi le droit chemin en la soutenant. »

Les jours suivants, Fox continua à lutter contre l'abolition partielle que proposait Dundas à partir du 1er janvier 1800. Il voulait l'abolition immédiate, à partir du 1er janvier 1793 ; il fallait qu'aux élections prochaines, la question fut classée ; l'exaspération des colons n'était pas un obstacle.

« C'est là une question d'honneur national, l'attitude des autres nations ne signifie rien. D'ailleurs, si publiquement et hautement nous abolissons cet odieux trafic, les autres nations suivront notre exemple. »

Pitt, Wyndham et Wilberforce soutinrent Fox. Pourtant la Chambre n'adopta qu'un moyen terme en décidant que l'abolition de la traite aurait lieu le 1er janvier 1796. Le bill fut envoyé à la Chambre des Lords qui le rejeta.

Fox n'a pas vu l'abolition de la traite ; mais ses paroles étaient présentes à l'esprit de ceux qui ont poursuivi son œuvre : « Si pendant quarante ans que j'ai siégé au Parlement j'avais été assez heureux pour obtenir cet objet de tous mes désirs j'aurais été, par cela

seul, satisfait et j'aurais cru ma vie entière bien remplie. »

LE RÔLE DE FOX DANS LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Il y avait une matière où, à ses dons naturels, Fox ajoutait des qualités acquises par le travail : c'étaient les affaires étrangères ; il connaissait admirablement l'histoire et la situation actuelle des autres États de l'Europe ; il en savait les intérêts ; il avait particulièrement étudié les pays avec lesquels l'Angleterre entretenait des relations commerciales ; à ce point de vue, il a été comparé aux plus grands diplomates.

Quand l'affaire de la prise de vaisseaux anglais par l'Espagne vint, le 6 mai 1790, devant la Chambre des Communes, Fox reprenant le détail des négociations diplomatiques dans lequel il se sentait plus à l'aise que les ministres, montra l'intention profonde de l'Espagne de se réserver le monopole du commerce et de la pêche sur les côtes de l'Amérique ; il examina les prétentions con-

traires et en démontra le bien fondé ; en bon Anglais, il termina un très clair discours, en exigeant la renonciation de l'Espagne à d'ambitieuses visées.

La guerre entre la Russie et la Porte avait été, pour Pitt, le prétexte de dépenses nouvelles pour les armements. Lutter pour une politique d'économie et contre le principe d'intervention, était le rôle naturel de l'opposition. Fox le soutint avec vigueur. Il montra, dans la séance du 29 mars 1791, que l'Angleterre après avoir, quelques années auparavant, facilité l'établissement de la Russie dans la mer Noire, allait courir le risque d'une guerre pour satisfaire la vanité ministérielle et l'égoïsme prussien.

« Pourtant, au-dessus des arrangements particuliers, il y a une règle qui veut que la politique d'un grand pays soit une. La sagesse la plus élémentaire montre combien peu intéressantes sont les conquêtes de la Russie, dans le midi de l'Europe et la fameuse forteresse dont Pitt invoque sans cesse la prise pour s'en servir comme d'un épouvantail, ne peut servir que de moyen de défense

Fox alla même jusqu'à prôner, comme tout

à fait naturelle, une alliance entre la Russie et l'Angleterre. Quelques jours plus tard, le 8 avril, il tournait en ridicule toute entreprise contre cette Russie si vaste et si lointaine, avec son immense territoire, ses revenus dispersés, ses habitants disséminés.

Pitt se refuse à donner des explications, selon lui inutiles et réclame seulement la confiance de la Chambre. Alors Fox devient plus violent : « Pitt veut justifier un armement pour pouvoir justifier la guerre ; mais il n'aura même pas la guerre. Il sera obligé de rendre la forteresse à l'impératrice, de se rétracter de ses demandes excessives et comme seule compensation d'une dépense de un demi-million de livres, les Anglais auront le sentiment de s'être mêlés de ce qui ne les regarde pas et de devenir la risée de l'Europe entière. »

Fox traite Pitt comme un serviteur du pouvoir absolu ; il l'accuse « d'insolence, d'arrogance et d'incapacité », car « la constitution ne sait pas ce que c'est qu'une confiance aveugle. Le droit du roi de déclarer la guerre et le droit de la Chambre de ne pas accorder l'argent sont tous deux absolus... Le cardinal de Richelieu aurait su employer, au mieux des

intérêts de son pays, ce pouvoir que le premier ministre gaspille ».

Tout est mis en œuvre par Fox, pour empêcher cette politique officielle de l'Angleterre de triompher ; les appels réitérés à l'amour-propre ministériel, surtout l'évocation des commettants qu'on ne peut laisser sans raisons plausibles surchargés d'impôts, dont grandit la méfiance devant tant d'armements et la transformation de l'Angleterre en « monarchie absolue de l'espèce la plus honteuse ».

Malgré les efforts de Fox, de Grey, de Sheridan, de Whitbread, la session finit à l'époque habituelle ; ce n'est que le 21 février 1792 que fut clôturée cette grande discussion sur la politique anglaise vis-à-vis de la Russie. Des millions avaient été gaspillés, la vie des citoyens exposée, mais la Chambre n'avait jamais pu connaître la vraie cause des armements ; les pièces relatives à la guerre entre la Russie et la Porte n'ayant jamais été publiées, les représentants avaient failli à leur essentielle mission de veiller à l'emploi de l'argent du peuple. Grey, Windham et North avaient dit là-dessus de très justes choses. Sommé par Dundas de s'expliquer définitivement, Fox caractérisa une

dernière fois avec verve la politique de Pitt. Il montra la Chambre ne connaissant que des pièces tronquées, mutilées, arrangées et l'Angleterre armant et menaçant pour une forteresse perdue dans les steppes. Sûr de sa majorité et oubliant les révoltes de l'opinion publique dans les réunions de Wakefied, de Manchester et de Norwich, le ministre a ajouté un demi-million de livres sterling aux charges qui pesaient déjà sur les citoyens. Immédiatement il se met à parader, à armer, à parler bien haut et à adopter une conduite ridicule. Résultat : l'impératrice qui, dès 1790, cédait aux représentations amicales des alliés et était toute disposée à renoncer à l'indépendance de la Bessarabie, de la Moldavie et de la Valachie change d'avis en voyant l'Angleterre employer la menace et déclare qu'elle refuse toute concession. Le ministre est alors forcé d'adoucir le ton ; il se prosterne aux pieds de l'impératrice pour la supplier de consentir à une partie de ce qu'il demande ; mais comme il ne peut l'obtenir, il abandonne le tout.

Pitt attribue l'échec de la négociation aux divisions qui avaient eu lieu dans la Chambre et qui avaient encouragé la Russie. « Il n'en-

viait guère ce triomphe à l'opposition et s'il se présentait dans la capitale de l'empire russe que l'opposition avait si bien servi, il était sûr de n'y pas trouver son buste entre deux orateurs célèbres. » Il faisait ainsi allusion au buste de Fox que Catherine II avait donné l'ordre de placer dans sa maison de Tsarkoié-Sélo entre le buste de Démosthène et celui de Cicéron.

Fox répondit qu'une distinction de ce genre l'honorerait toujours, de quelque souverain qu'elle provînt ; il démontra qu'il avait toujours été partisan de l'alliance russe, que, dès la fin de la guerre d'Amérique, il pensait que les forces de l'Angleterre et de la Russie pouvaient balancer les marines réunies de la maison de Bourbon. Ici encore, sa politique fut inspirée d'un esprit hautement utilitaire, et il avait bien servi le parti whig et l'Angleterre.

Ainsi, pendant ces quatre années mouvementées de sa vie, de 1789 à 1793, aussi bien dans la politique intérieure que dans l'extérieure, Fox, au point de vue anglais, a été irréprochable comme leader du parti whig ; aucune de ses actions, aucune de ses paroles à ce titre, ne peuvent expliquer l'impopularité qui entoure son nom à partir de 1793.

FOX ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Mais ce qui domine plus encore que les grands problèmes de politique intérieure l'Angleterre à cette époque c'est la Révolution française ; ce qui passionne les Anglais plus que les rapports avec l'Espagne ou la lointaine Russie, ce sont les rapports avec la France.

Les lettres les plus intimes des Anglais d'alors sont pleines du récit des événements de France (1). Depuis la prise de la Bastille, l'influence de la Révolution française s'est fait sentir, non seulement sur les rapports de l'Angleterre avec le continent, mais encore sur le classement de ses hommes publics ; l'histoire de l'influence de la Révolution française en Angleterre devient l'histoire du parti whig ; elle seule permet de comprendre la dislocation de ce parti, de suivre les étapes de la carrière de Fox. Dans tous ses discours, Fox fait allusion à la Révolution française ; c'est à la Révolution française que songent ses ennemis quand

(1) V. particulièrement la correspondance de lors Duckland.

ils font échouer les réformes qu'il préconise. Cet état d'esprit est resté si profond que quand on lit aujourd'hui les derniers chapitres de l'histoire de Leckie on croit lire une histoire de France ; que Gardiner lui-même, dans son manuel élémentaire, a tenté d'expliquer les causes de la Révolution.

La haine de la France avait été de tradition dans le parti whig ; suivant la vieille doctrine libérale, la France était l'ennemie héréditaire ; depuis le règne de Guillaume III, la lutte contre la France était le principe fondamental de toute la politique extérieure de l'Angleterre. Tous les discours des chefs whigs avaient attesté cette haine ; Fox n'avait pas échappé d'abord à la règle générale. Ce qu'il haïssait peut-être surtout sur la terre voisine c'était l'ancien régime ; il n'en avait pas moins protesté avec vigueur, comme tout son parti, contre le traité de 1785 ; le 12 mai 1789, il traitait encore la France de rivale de l'Angleterre et il attaquait son ambition passée. Pourtant, deux mois plus tard, il saluait la prise de la Bastille, par la lettre souvent citée qu'il adressait à Fitzpatrick :

« C'est le plus grand événement qui soit ja-

mais arrivé au monde et c'est bien le meilleur. Si vous partez à Paris sans m'avoir vu, n'oubliez pas de dire quelque chose d'aimable de ma part au duc d'Orléans dont la conduite a été parfaite et dites-lui, ainsi qu'à Lauzun, que toutes mes préventions contre les visées que la France a sur l'Angleterre cesseront et que tout mon système de politique extérieure changera, si la Révolution a les conséquences que j'attends. »

Tel fut son premier sentiment sur la Révolution ; au milieu d'une humanité qui évoluait sans cesse, c'est à ce sentiment qu'il est resté fidèle. Avec son intense amour de la liberté politique et individuelle, sa haine profonde du pouvoir arbitraire, sa sympathie toujours vibrante pour les souffrances de l'humanité, Fox ne pouvait pas ne pas être enthousiasmé par un mouvement qui avait pour objet « d'émanciper les hommes de la tyrannie la plus corrompue et la plus abjecte ». La France était jadis la citadelle du despotisme, il avait détesté « cet ancien régime qui remplissait de dégoût tout ce qu'il y avait de bon en lui ». La France devenait le pionnier de la liberté. Comment ne l'aurait-il pas admirée ? D'ailleurs

à ce moment dans l'Angleterre entière « la critique était désarmée et l'enthousiasme naissait ». Le sentiment général du pays anglais, à la nouvelle de la prise de la Bastille était un sentiment de joie ; on saluait l'avènement en France d'un régime libéral et populaire, « la destruction d'abus connus depuis trop longtemps ».

Rien d'ailleurs dans la marche des événements qui froissât particulièrement la mentalité anglaise : la Révolution de 1789 rappelait la Révolution de 1640 et le triomphe du Parlement ; la nuit du 4 août réalisait, en une seule fois, cette abolition des droits féodaux qui avait été ailleurs l'œuvre du temps ; la constitution civile du clergé rappelait les idées et l'école religieuse d'Hoddly.

A coup sûr, la déclaration des droits paraissait un peu grandiloquente ; mais on l'excusait en songeant à l'exemple de l'Amérique. Tous les whigs suivaient avec sympathie la rapide conquête de la liberté par les Français et les tories eux-mêmes voyaient dans la Révolution une réforme bourgeoise entourée de formes constitutionnelles. Enfin d'une façon générale, les Anglais à quelque parti qu'ils appartinssent,

étaient flattés quand ils voyaient les constituants invoquer, sans cesse, la constitution anglaise et regarder l'Angleterre comme la terre de la liberté.

Les radicaux manifestaient un enthousiasme bruyant ; à la fête du 4 novembre 1789, Price faisait aux membres de la Société de la Révolution un éloge enflammé des événements de Paris : « J'ai vécu assez, disait l'illustre dissident, puisque Dieu m'a permis d'être le témoin de deux révolutions glorieuses : l'Amérique et la France. »

La joie des non-conformistes engagés alors dans une lutte malheureuse pour la complète égalité civile et religieuse était immense. Faisant allusion à la suppression des dîmes, Priestley s'écriait : « Notre roi et nos courtisans n'aiment pas ces choses, nos évêques moins encore. » Et la séance, que présidait Stanhope, un libéral avancé de l'aristocratie, était levée au milieu des applaudissements. Quant à la société pour le développement des connaissances constitutionnelles que Fox et Richmond avaient fondée en 1780, dont Pitt avait été membre à ses débuts et qui avait pour but d'instruire le peuple de ses droits politiques, elle devenait,

au souffle de la Révolution, sous la direction de Horne Tooke et de Cartwright, tout à fait radicale et, saluant les événements de France, elle se mettait à répandre des brochures en faveur du suffrage universel.

Ainsi donc à la fin de l'année 1780, mesurée chez beaucoup, enthousiaste chez Fox, bruyante chez les radicaux, la sympathie de l'Angleterre pour la Révolution française était certaine.

Mais un homme veillait, qui commençait à voir dans ce grand événement l'occasion de devenir d'individu persécuté, décrié et proscrit par les puissants, l'objet de l'admiration enthousiaste de toute l'Europe d'ancien régime : cet homme était Burke qui approchait alors de la soixantaine.

Après un long passé d'opposant, après avoir publié d'innombrables brochures sur la désorganisation parlementaire, lutté pour la liberté, las de ne recueillir que des avanies, il allait, à son profit, exploiter l'horreur de ses concitoyens pour les droits abstraits, leur amour parfois naïf des solutions pratiques, leur culte de l'expérience et des institutions lentement transformées ; il allait exploiter tout cela, contre son ami Fox et contre son parti ; il

allait écrire et parler contre la Révolution française, au moment même de la Fédération ; il allait contredire ainsi tout ce qu'il avait dit et écrit comme un des chefs du parti whig, il allait faire un mal incalculable, répandre la méfiance, jeter le découragement et amener la division dans son parti.

Obéissant à des considérations d'amour-propre d'auteur froissé il allait communiquer ses frayeurs simulées aux patriciens wihgs et les réunir aux tories. Par ses appels frénétiques à une croisade, il allait pousser à une lutte acharnée contre la France l'opinion publique au début bienveillante. Il allait permettre à Pitt de serrer autour de lui une majorité compacte et de marcher sans obstacle à ses desseins belliqueux. Mais aussi, il devait se montrer bon tacticien puisque cette conduite lui a valu la considération de ses contemporains et l'admiration de la postérité, puisque depuis il est resté célèbre.

Il semble que les manifestations bruyantes des sociétés radicales, excitant en Burke quelque pressentiment, aient été le prétexte de son intervention première. « La Société de la Constitution n'est qu'une pauvre société

charitable. Quant à la Société de la Révolution c'était tout récemment encore une réunion de dissidents qui, après avoir entendu un sermon dans une église allaient passer gaiement à la taverne la fin de la journée. L'adresse de sympathie à l'Assemblée nationale n'avait été qu'un stratagème heureux de cette société pour se donner de l'importance ; l'Angleterre était indifférente à ces manifestations d'opinions isolées qui ne méritaient pas le retentissement qu'elles avaient eu en France. »

Cependant à côté de ces sociétés déjà anciennes une série de sociétés de correspondance plus actives et plus résolues se fondaient à Londres et entraient en relations avec les clubs de Paris. Leurs membres étaient républicains de langage et de tendance : ils se donnaient le titre de citoyens, appelaient le roi, premier magistrat, plantaient çà et là des arbres de la liberté, suscitaient des émeutes, fêtaient, dans les tavernes, les événements révolutionnaires, mêlaient les drapeaux et parlaient d'imiter les glorieuses et splendides actions des Français.

Fox paraît avoir suivi avec une sympathie assez lointaine ces premières manifestations de

tavernes et avoir au début réservé sa personnalité. Mais Burke en prenant la plume, dès la fin de 1789, pour combattre la Révolution et en gagnant à ses opinions un grand nombre de whigs étroitement unis à Fox, mit fin à cette réserve. Dès le 5 février 1790, la discussion sur l'état de l'armée accuse publiquement les différences d'opinion des deux hommes. Pour justifier l'entretien d'une force armée considérable pour l'époque, Pitt avait invoqué l'argument habituel, la précarité des paix les plus solides.

Pour montrer l'inanité de cet argument, Fox invoqua la situation européenne ; il insista notamment sur le fait que les hommes de cour, ambitieux et intrigants, les seigneurs devenus hommes d'État avaient cessé de diriger la politique française : « La France n'est plus aussi formidable qu'elle était en 1783 : son état actuel ne peut ni nous causer d'alarmes, ni exciter raisonnablement notre indignation. »

Burke entama alors un de ces discours de longueur considérable qui lui étaient familiers pour montrer que la France était expulsée du système de l'Europe, qu'elle n'existait plus politiquement, qu'elle avait perdu tout, jusqu'à

son nom et que les Français étaient les plus habiles architectes de ruines que le monde ait jamais produits. L'anarchie révolutionnaire de la France était bien plus dangereuse pour l'Angleterre que le despotisme galant et trompeur de ses rois. Puis ce fut le défilé des formules que l'on devait souvent retrouver dans la bouche de Burke : la Révolution qui mène au crime, l'oubli de la vieille balance des pouvoirs que consacraient les États généraux, les droits de l'homme, espèce de code pédantesque dont tous les écoliers devaient avoir pitié ; l'idée abstraite et pitoyable aussi du soldat citoyen ; le danger de la démocratie. Burke insista sur la spoliation des biens de l'Église, la persécution des gentilshommes, le désordre de l'armée municipale. « Il est fâcheux, s'écriait-il, qu'on semble comparer cette révolution à notre révolution. Nous avons renvoyé l'homme et conservé l'État ; eux, au contraire, ils ont conservé l'homme et détruit l'État. »

Burke essayait d'ailleurs de désarmer Fox, il regrettait la manifestation de son ami ; mais immédiatement il l'excusait en attribuant les sentiments de Fox au zèle pour la plus noble des causes, la liberté ; puis le couvrant

de fleurs il le déclarait digne du pouvoir. « Sa modération naturelle devait être le meilleur des correctifs ; c'était le plus candide, le plus naturel et le plus désintéressé des hommes. »

S'adressant à toute l'opposition, Burke la suppliait de ne pas soutenir la controverse ; bientôt il retournerait combattre dans ses rangs ; aujourd'hui il lui demandait de considérer qu'il était vieux, faible, fatigué, probablement à la fin de sa carrière politique ; la vie qu'il avait menée jusqu'ici devait donner du poids à son opinion ; sans cela ses efforts seraient désormais inutiles.

Fox sentit la menace qui se dissimulait sous cette prière finale. Il se leva pour prendre la parole. Au début, il couvre de compliments Burke dont le discours a été un chef-d'œuvre, dont, d'ailleurs, il a reçu plus d'encouragements que d'aucun autre homme. Mais bientôt il arrive au cœur du sujet. Il se déclare l'ennemi de tout gouvernement absolu, monarchie, démocratie ou aristocratie ; il dit n'aimer que les gouvernements mixtes comme celui de l'Angleterre ; mais il montre les Français épousant la cause de la liberté dont jouissent les Anglais et il explique que, si la vraie liberté

ne peut exister qu'avec la coopération des différents pouvoirs qui composent la législature, elle n'est cependant pas incompatible avec toute idée d'innovation. « Personne sans doute ne peut avoir appris, sans horreur, les scènes sanglantes et cruelles qui se sont passées en France ; mais aussi, quand on voudra considérer l'horrible tyrannie qui opprimait le peuple, l'excès auquel il s'est porté quand il a voulu se dégager de ce despotisme pourra être présenté avec quelque compassion et je suis convaincu que l'état d'irrégularité où ce pays est encore est cependant préférable à son ancienne condition ; que de plus en plus il changera à l'avantage de la France et qu'on reconnaîtra que la France a conquis sa liberté d'une manière qui lui est profitable. »

Fox affirme ensuite solennellement qu'il réprouve avec véhémence toutes les doctrines et toutes les mesures contraires à la constitution et que jamais il ne se laissera entraîner à une cabale ou à une intrigue qui soit en quelque manière incompatible avec les principes qu'il a professés et qu'il partage avec Burke ; seulement il fait remarquer en terminant que si la Révolution de 1680 a été plus pacifique que

la Révolution de 1789, c'est parce que en Angleterre il y avait bien peu de despotisme à détruire ; il se déclare d'ailleurs prêt à discuter un autre jour les affaires de France.

Burke lui répond avec courtoisie ; il insiste sur la douleur que lui cause ce différend public avec un ami ; cet ami, d'ailleurs, il le sait dévoué à la Constitution et s'il a jugé utile de parler ainsi, c'est seulement pour prévenir les personnes qui n'ont ni le talent de Fox ni sa modération.

C'est ici que se plaça l'intervention de Sheridan ; Sheridan déclara qu'il différait de son honorable ami Burke « dans presque toutes les paroles que celui-ci avait proférées au sujet de la Révolution française. La Révolution française ressemblait à la Révolution anglaise ; elle dérivait d'un principe aussi juste et d'une provocation aussi réelle. » — Sheridan défendit ensuite avec violence la conduite générale de l'Assemblée nationale.

« On reprochait à cette assemblée d'avoir détruit les lois, la justice et les finances de son pays. Mais qu'étaient ces lois ? Les ordres absolus d'un pouvoir despotique. Qu'était cette justice ? L'adjudication partiale de magis-

tratures vénales. Qu'étaient ces revenus ? La banqueroute nationale. »

L'erreur fondamentale de Burke avait été d'accuser l'Assemblée nationale de maux qui existaient avant elle. Le crédit public était découragé ; les industriels étaient sans travail ; le commerce languissait ; la famine était menaçante et le désespoir régnait. « Le seul remède était un changement de constitution. Ce changement n'était pas seulement désiré par l'Assemblée nationale : toute la France s'unissait comme un seul homme pour le réclamer. »

Burke ne supporta pas ces paroles qui le transformaient en avocat du despotisme et en ennemi immodéré de l'Assemblée nationale ; il se leva et déclara qu'à partir de ce jour, il se séparait de Sheridan et cédant à son instinct profond de moraliste qui réprimande, il regretta que cette séparation ait été indécente et que l'ancienne amitié ne l'ait pas rendue plus douce.

Quelques jours après, le 11 février 1790, une réunion des principaux chefs whigs eut lieu dans la maison du duc de Portland. Remarquablement soutenue de part et d'autre, la discussion dura de dix heures du soir à trois heures du

matin ; mais elle ne réussit pas à concilier les opinions de Burke et les opinions de Fox ; la brêche resta aussi large qu'auparavant. « Je respecte sans doute beaucoup l'opinion de mon honorable ami, disait Fox, et j'admire son talent, néanmoins partout où les libertés et les droits civils des hommes sont compromis, je resterai toujours sous le même étendard, quelque vaillant que soit mon adversaire. »

Le 4 mars, lors de la discussion du bill du Test, Fox reproche à Burke de collectionner contre les dissidents des lettres, des anecdotes, des soupçons, « trop impressionné par ce qui s'est passé en France, contemplant la ruine du gouvernement, la désolation du clergé, la misère des ecclésiastiques, il a perdu la faculté de son jugement pour n'être livré qu'à l'empire de ses sensations ».

Fox se moque de la terreur panique de Windham qui, sous prétexte qu'on ne doit pas choisir le moment d'un ouragan pour réparer sa maison, se refuse aux réformes, invoque l'agitation des visionnaires du pays voisin et craint leur contagion.

Les rapports de Burke et de Fox étaient pourtant encore empreints de cordialité et,

le 21 mai, à propos du dépôt, par le major Scott, d'une plainte contre les commissaires d'Hastings, parmi lesquels se trouvait Burke, Fox évoquait publiquement sa vie commune avec Burke, au temps où chaque jour la presse les attaquait et où ils répondaient à ces attaques par le mépris.

Mais au cours de l'été 1790, Burke écrivait ses *Réflexions sur la Révolution française*, et, au mois de novembre, il les publiait. Trente mille exemplaires en furent immédiatement répandus dans le public ; « le livre fut lu par tous les hommes intelligents du royaume, dit Smith et à partir de ce moment une direction hostile à la Révolution française fut imprimée au public ».

La réaction continentale allait adopter ce livre comme catéchisme antirévolutionnaire. L'idée profonde en est l'opposition entre la folie d'une révolution métaphysique qui refait tout un peuple et tout un pays d'après des principes abstraits et la sagesse d'une révolution historique et défensive comme celle de 1688. Les excès du régime militaire sont prédits avec une certaine justesse ; mais la comparaison de situation et de milieux incomparables con-

duit Burke à une exaltation ridicule de l'ancien régime français.

Quelques-uns des passages des *Réflexions* sont demeurés célèbres : la Déclaration des droits ; Digeste de l'anarchie ; les Français qui agissent comme s'ils n'avaient jamais été civilisés ; qui mettent, avec une atroce perfidie, la hache dans les biens de l'Église. Quand Burke décrit la journée du 6 octobre il n'a pas de termes assez forts pour peindre l'effroi de Marie-Antoinette obligée, après le meurtre de la sentinelle qui gardait sa chambre, de s'enfuir par une porte dérobée et d'abandonner à demi-nue son splendide palais taché de sang. Seize ans auparavant, alors qu'elle était encore dauphine, il a vu la reine pour la première fois en ce même Versailles et le souvenir de Burke est plein de fraîcheur. « A coup sûr, il n'y avait pas sur ce monde, qu'elle semblait à peine toucher, une vision plus délicieuse : je la voyais se détachant sur l'horizon des terrasses, décorant et remplissant de charme, la royale demeure qu'elle commençait à peine à habiter, sautillante comme une étoile du matin, pleine de vie, de splendeur et de joie. » Burke avait-il donc subi, comme Mira-

beau, le charme souverain de l'Autrichienne ?

« Combien j'aurais cru rêver, ajoute-t-il, si on m'avait dit que je verrais fondre sur elle de pareils désastres dans une nation d'hommes galants, dans une nation d'hommes d'honneur et de chevaliers. Mais l'âge de la chevalerie est passé. L'âge des économistes, des sophistes et des hommes à vils calculs lui succède et la gloire de l'Europe est éteinte pour toujours. Elles se sont évanouies cette sensibilité de principes, cette chasteté de l'honneur qui inspiraient le courage en corrigeant la férocité, qui rendaient noble tout ce qu'elles touchaient et sous lesquelles le vice lui-même devenait moins malfaisant en perdant sa grossièreté. »

Dans ces vibrantes déclarations n'aurait-on pu discerner le constant désir de flatter une clientèle choisie. Plutôt que des arguments, plutôt que des preuves, les déclarations de Burke étaient des affirmations sentimentales. Fox ne fut pas impressionné par elles. Mais l'oligarchie anglaise fut immédiatement retournée. Les trois couleurs portées aux chapeaux de toutes les dames, aux cordons de montre des petits maîtres disparurent aussitôt ; jamais pamphlet politique n'avait eu d'effet

aussi soudain. Satisfait du succès de son livre, complimenté par le futur Louis XVIII lui-même, Burke devint tout à fait intransigeant, toute contradiction lui sembla insupportable et il s'engagea dans une lutte sans merci contre la Révolution.

La situation de Fox était déjà moins solide ; dès le 14 décembre, sentant la popularité lui échapper, Fox insiste sur la difficulté du rôle de l'opposition ; mais, en même temps, il annonce avec fierté, qu'il ne connaîtra ni la souplesse, ni les évolutions si utiles en politique.

« Ceux qui bénévolement se rangent dans l'opposition doivent avoir des motifs plus puissants et plus louables sans doute que l'affectation d'une simple originalité. Je suis bien loin de nier que je recherche la popularité, j'en ai joui une fois, je l'ai appréciée et je la regrette. C'est une chose néanmoins qui ne dépend pas de moi. Mais il est toujours en mon pouvoir de faire ce que je crois être mon devoir et jusqu'ici j'ai constamment considéré mes commettants et ce qui devait les flatter comme une condition qui ne passait qu'après l'accomplissement du devoir qu'ils m'avaient imposé. »

Une nouvelle réunion privée dans la maison

du speaker, à laquelle Dundas assistait, n'eut pour résultat que d'aigrir plus encore les deux hommes. Fox critiqua violemment les *Réflexions* et Burke n'était pas de trempe à supporter, en plaisantant, ces critiques.

Pourtant au début de l'année 1791 les premières escarmouches semblent finies ; vers la fin de mars, Burke et Fox sont d'accord sur la question d'Ockzakow et sur l'abolition de la traite. Mais, dès le 8 avril, à propos de l'examen de la situation extérieure, Fox commence à défendre avec force la France qui a cessé d'être la nation ambitieuse et intrigante qu'on connaissait jadis. Il souhaite le triomphe de la liberté dans toute l'Europe ; car ce triomphe sera une meilleure garantie de paix, que l'actuelle théorie de la balance des pouvoirs, et il s'écrie : « Je l'avoue hautement, je considère la nouvelle constitution de France comme le plus glorieux des édifices de liberté érigés sur la base de l'intelligence humaine, dans quelque temps et dans quelque pays que ce soit. »

En entendant cette déclaration qui le cinglait, Burke se leva brusquement. Des cris nombreux de « aux voix » le firent se rasseoir ; mais, le 18 avril, le dépôt du bill sur le gouver-

nement de Québec allait lui offrir l'occasion dont le désir couvait en lui. Annoncé par le message royal du 25 février, ce bill divisait la province de Québec en Haut et en Bas-Canada. Chacun des deux gouvernements devait avoir un Conseil et une Chambre d'assemblée. Le Conseil devait être à la nomination du roi et l'assemblée devait être constituée suivant les formes ordinaires. Il était dit que les lois et ordonnances resteraient intactes, tant que la nouvelle législature ne les changerait pas et que l'*habeas corpus* serait le principe fondamental de la constitution nouvelle. Afin de prévenir les causes de mécontentement qui avaient occasionné la séparation des États-Unis d'Amérique de la mère patrie, il était stipulé que le Parlement britannique ne pourrait imposer que les taxes nécessaires au commerce et que la législation locale les reviserait. Le principe général de libéralisme et d'autonomie qui était à la base du projet rendait Fox favorable à l'adoption totale du plan. « Le meilleur moyen en effet de gouverner les colonies est de les mettre en état de se gouverner elles-mêmes. »

Cependant, le 26 avril, Fox éprouve le be-

soin de préciser les détails de la constitution du Canada ; il essaie de montrer, comment on pourra conserver le Canada à l'Angleterre, par la volonté de ses propres habitants ; comment on donnera aux Canadiens la substance et non pas seulement l'apparence d'une constitution. Il réclame un Parlement annuel ou triennal et non pas septennal comme en Angleterre, un cens électoral aussi faible que le cens électoral anglais, l'interdiction de l'hérédité et l'absence de privilèges aux protestants dans les concessions de terres. Il ne fait qu'une vague allusion à la Révolution. « La Chambre ne perdra pas, j'espère, de vue ces principes de liberté qui ont déjà fait des progrès si rapides dans une portion du globe et qui tous les jours semblent devoir devenir universels. »

Le bruit courait à cette époque que le roi avait montré des dispositions bienveillantes pour Fox, que Pitt en déclarant que Fox avait des principes républicains avait refroidi cette bienveillance et l'on disait aussi que Burke était pour quelque chose dans cette opinion ministérielle. Le 21 avril, en compagnie d'un de leurs amis communs, Fox était allé voir Burke à son domicile et lui avait demandé la

vérité sur le bruit qui circulait. Burke en avait affirmé la fausseté et avait tracé ensuite le plan général qu'il suivrait dans la question du bill de Québec. Fox lui répondit avec confiance et le supplia de ne pas renouveler leur querelle. Mais le bill de Québec était pour Burke une occasion trop favorable de manifester son évolution politique pour qu'il put accéder à ce désir. Fox et Burke allèrent ensemble au Parlement. Au moment où ils entrèrent, Sheridan venait de faire une motion d'ajournement du bill et Taylor, insistant sur l'inconvenance qu'il y aurait à parler d'autres pays à propos de ce bill, réclamait le rappel à l'ordre « contre quiconque s'écarterait de la question principale ».

Fox relève le défi immédiatement, il monte à la tribune et fait remarquer que si, fréquemment au cours de la session, sur d'autres sujets, il a été amené à invoquer la Révolution française, au contraire, à propos du bill canadien, il n'en a parlé que d'une façon lointaine ; sans doute, assez souvent, il s'est cocupé de l'Amérique, uniquement à cause du voisinage de ces pays avec le Canada ».

Mais si modéré qu'il veuille être, il ne peut

se contenter de ces premières explications et il se redresse en disant : « Je suis loin de posséder la prudence qui fait cacher ses opinions. Je pense, au contraire, qu'un homme public doit faire connaître entièrement sa pensée, jamais je ne resterai en arrière de ma pensée. Je ne crois pas qu'on m'ait entendu avancer des principes républicains ; mais jamais on ne m'entendra désavouer ce que j'ai avancé. »

Jusqu'ici il n'y avait dans les paroles de Fox qu'une ardeur prématurée dans la défense, un désir peut-être de parer des attaques qu'il sentait venir. Il se trouva alors un honnête député du nom de Powys pour regretter le tour que prenaient les débats et pour déclarer que Fox aurait dû, au lieu de parler à tout moment de la Révolution française, imiter Burke et faire un livre sur elle.

Burke ne guettait peut-être pas cette occasion, mais il la saisit avec joie. Ses défenseurs et ses admirateurs — et c'est toute l'Angleterre — ont dit qu'il était irrité par les plaisanteries que Fox avait faites sur un des rêves favoris de Burke : la constitution de la chevalerie au Canada. D'autres ont fait remarquer que les passions politiques atteignaient chez lui une

extrême vigueur. D'autres le montrent montant à la tribune pour participer à un simple débat d'idées, accueilli presque aussitôt par les interruptions et les rappels à l'ordre de son propre parti et, devant la résolution arrêtée des whigs de l'empêcher de parler, sentant la colère monter en lui et attribuant à Fox cette obstruction. Tout cela a pu l'excuser. En tout cas, une chose est certaine, dès le début, il fut violent.

« Il avait entendu le panégyrique de M. Fox, et il se souvenait qu'il était un devoir qui devait passer encore avant les considérations de l'amitié, c'était l'amour de son pays. Plus il considérait la Révolution française, plus il la regrettait. »

Fox le défia de soutenir son opinion sous la forme nouvelle qu'il venait de lui donner. — Burke releva le défi le 6 mai, avant la lecture du bill de Québec article par article. La discussion qui s'ensuivit eut un retentissement universel, si universel que les réponses de Fox furent immédiatement traduites en français [1].

---

[1] Elles ont été imprimées à Paris et vendues chez les marchandsde nouveautés, sous le titre : *Discours prononcés par M. Burke, Fox et autres membres de la Chambre des Communes le 6 mai* 1791.

Cette Constitution de 1791, imparfaite à coup sûr, mais qui témoigne de tant de bonne volonté, Burke la traite d'insensée, en montre les effets funestes dans les colonies françaises et il s'écrie : « Depuis deux ans rien ne semble fixé malgré la prophétie des clubs de ce pays. Ils ont un roi comme ils le désirent, c'est-à-dire qui n'est plus un roi. »

Baker rappelle Burke à l'ordre; une altercation s'ensuit. Fox déclare qu'il ne comprend pas ce rappel à l'ordre et défend Burke ironiquement. « Quoique personne n'ait dit un mot au sujet de la Révolution française, mon honorable ami a cru convenable de la blâmer. C'est, en effet, aujourd'hui le jour où l'on discute le gouvernement des autres pays, où on les invective et où on recommande à la Chambre la modération sur la constitution qu'elle va faire en injuriant les autres constitutions. On devrait parler aussi du gouvernement de la Chine, de celui de la Turquie et des lois de Confucius ? »

Burke répond avec raideur qu'il se croit dans l'ordre, qu'une discussion sur la Révolution française à propos du bill de Québec et de l'examen d'une constitution nouvelle n'est pas plus déplacé qu'une discussion sur la grève

de Burne à propos des dépenses de l'armement. « J'attaque, continue-t-il, ce bel et étonnant édifice que mon ami admire tant, comme une production de la folie et non de la sagesse, du vice et non de la vertu et afin d'ôter toute idée de calomnie je vais prouver mon assertion. »

Lord Sheffield demande que toute discussion sur la Révolution française, ou se rapportant à ce qui se passe en France, soit interdite, et il réclame une seconde lecture du bill de Québec. Fox et Pitt appuient la motion ; ainsi les débats seront ramenés au point où ils doivent être ; puis Fox prend la parole pour expliquer son vote. Ce qui lui en fait une loi c'est la façon inconsidérée dont Burke a introduit une discussion étrangère au bill de Québec. L'injustice du procédé est d'ailleurs dirigée contre Fox : « Si ce n'est pas une subtilité pour chercher un motif de querelle, je ne sais ce que ce peut être. Si on en venait, en effet, aux clauses de ce bill, on ne trouverait pas de différence d'opinions entre mon ami et moi ; on en trouverait du moins une peu sensible. » Et Fox montre que Burke n'a pas combattu article par article le bill de Québec, qu'il veut simplement préserver la constitution anglaise du

danger d'opinions trop avancées. Mais en choisissant pour faire cette déclaration générale « le jour où son ami le plus intime est faussement représenté », Burke semble vouloir confirmer des insinuations injustes.

Après cette entrée en matière, Fox fait, à son tour, une déclaration de principes sur la Révolution française. Il ne retranchera pas une syllabe de ce qu'il a dit : « Je le répète, je la regarde comme l'événement le plus glorieux pour le genre humain, l'arbitraire a disparu, le nouveau régime veut le bien du peuple et c'est là ce qui me touche. »

A coup sûr cette discussion ne peut intéresser la Chambre beaucoup plus qu'une discussion historique sur Athènes ou sur Rome. Fox, maintenant qu'une fois encore, il a publiquement affirmé son opinion refuse de continuer. Il ne reviendra à la Chambre que lorsque Burke aura cessé ses raisonnements sur la Révolution française. Il ne veut plus s'occuper que du bill de Québec, mais aussi quand le moment arrivera de discuter à nouveau ce bill, quelque faibles que soient ses moyens en comparaison de ceux de son honorable ami qu'il est habitué à regarder comme un maître puisque

c'est de lui qu'il tient le peu qu'il sait en politique, cependant il maintiendra les principes qu'il a avancés, même contre une éloquence supérieure.

Il maintiendra que les droits de l'homme que Burke a tournés en ridicule et a traités de chimériques sont la base de toute constitution libre et notamment de la constitution britannique. En effet, dans le pacte formé entre le roi d'Angleterre et le Parlement, tel que le représentent les statuts il y a une reconnaissance absolue et définitive des droits du peuple considéré comme un seul homme.

Les principes que consacrent les droits de l'homme sont d'ailleurs les principes de Burke. « Pendant la dernière guerre nous nous sommes souvent réjouis ensemble des succès de Washington ; ensemble nous avons pleuré la mort de Montgomery. »

De Burke, Fox a appris que la révolte d'un peuple naît toujours d'une provocation. Dans ce temps-là, Burke parlait de la volonté nationale ; depuis il a changé d'opinion. Fox ne l'imitera pas ; sa manière de voir est trop ancienne pour qu'il en change ; ses principes sont trop imprimés dans son cœur pour qu'il les

modifie. D'ailleurs on ne change plus de principes à son âge. Il se réjouira toujours quand il verra la tyrannie détruite. Malgré tout il défie ses ennemis d'amener une séparation entre Burke et lui.

Il est trop tard ; Burke est déjà meurtri ; il a été mis en contradiction avec ses propres principes. En déclarant que la constitution d'Angleterre était basée sur les droits de l'homme, Fox a semblé réduire à néant la valeur du livre de Burke. Burke ne pardonnera pas à celui qu'il considérait comme son meilleur ami, « cette attaque personnelle » après une intimité de vingt-deux ans ; il ne pardonnera pas à Fox « d'avoir non seulement fait allusion à sa conduite, à sa parole, à ses écrits, dans les termes les plus durs », mais encore « d'avoir invoqué des conversations et des opinions particulières ».

En insistant sur ce débat il était loin de vouloir viser certaines opinions républicaines de M. Fox ; il essaie à nouveau de montrer le danger des clubs et des sociétés de correspondance ; il reproche à Fox de l'avoir attaqué depuis longtemps, de s'être fait soutenir par une troupe habile, bien disciplinée, obéissant

au commandement de son chef. Grey le rappelle à l'ordre ; mais Burke continue à exposer ses opinions particulières sur la réforme parlementaire, l'acte des dissidents le bill de la famille royale ; puis il déclare tout d'un coup que l'amitié ne peut lui faire oublier son devoir, qu'il ne redoute pas un ennemi nouveau et que dans l'accomplissement de ce devoir il criera toujours : « Fuyez le danger de la Révolution française. »

Fox lui dit alors à mi-voix que ses amis ne l'ont point abandonné, qu'une différence d'opinions n'est pas une rupture. Burke répond : « La rupture existe ; j'ai su sacrifier mon ami à mon devoir ; la vieille amitié n'existe plus ; c'en est fait je n'ai plus d'amis. »

Dans cette querelle, un peu diffuse, de deux hommes politiques anglais se brouillant publiquement à propos de la Révolution française, il y avait l'avenir d'un parti et peut-être le sort de deux peuples ; les conséquences en furent si sérieuses, que les moindres détails de la scène acquièrent de la valeur.

Quand Fox se leva pour répliquer, il parut agité au point de ne pouvoir s'exprimer ; des pleurs s'échappaient de ses yeux ; il dut faire

effort pour reprendre son sang-froid. « J'éprouve la plus grande douleur d'avoir été présent pour entendre les paroles qui viennent de sortir de la bouche de mon honorable ami, car malgré ce qui s'est passé entre nous, je ne puis m'empêcher de lui donner ce nom. Il est cruel, sans doute, de se voir maltraiter par les personnes qui vous ont quelque obligation ; il l'est mille fois davantage de recevoir une semblable injustice de ceux à qui on a tant d'obligations soi-même et que, malgré tout, on ne peut s'empêcher d'aimer et d'estimer. Je ne puis oublier qu'enfant encore j'étais habitué à recevoir toutes les marques d'amitié et de bonté de mon honorable ami ; que cette amitié, appuyée sur la reconnaissance, s'est accrue avec l'âge et qu'elle a duré plus de vingt-cinq ans, dont vingt au moins ont été passés dans les rapports les plus intimes et dans la conformité d'opinions la plus parfaite. »

Ici Fox s'arrêta et toute l'assemblée, paraît-il, prit part à son chagrin. « J'ose espérer encore que mon honorable ami se souviendra du temps passé ; si inconsidérées qu'aient été ses expressions il reconnaîtra que je n'ai jamais eu la moindre intention de l'offenser ; souvent

nous avons différé d'opinions, sans que jamais cette différence ait pu altérer notre amitié. Qu'il veuille bien me dire pourquoi nous ne pourrions pas différer de la même manière sur la Révolution française ? Déjà cette différence a existé ouvertement lors qu'il a publié son ouvrage sur la Révolution française ; j'ai blâmé cet ouvrage publiquement, comme en particulier. »

Fox énuméra alors ses griefs contre Burke. En parlant de la Révolution à propos du Canada, Burke visait les prétendus principes républicains de Fox ; en accusant Fox d'être le chef d'une phalange de troupes disciplinées, il injuriait ses amis. La Constitution anglaise est merveilleuse dans la pratique ; elle s'est adaptée aux mœurs du pays ; mais en théorie elle est imparfaite ; elle ne mérite pas d'éloges absolus exclusifs.

Burke lui-même a reconnu, en 1780, que l'influence de la couronne grandissait, grandirait encore et devait être diminuée. La tyrannie de l'ancien régime français était plus grave que celle qu'exerçait le roi anglais sur ses sujets : dès lors, pourquoi ne pas approuver les Français quand ils cherchent à se dégager de la misère et de l'esclavage.

Sans doute le gouvernement actuel de la France n'est pas parfait ; il est susceptible d'améliorations, mais ces améliorations s'acquéreront par degrés. Quand nous avons établi notre gouvernement, avons-nous demandé un modèle à Rome ou en Grèce. Non : mais en rectifiant graduellement notre constitution qui était d'abord défectueuse, nous avons fini par la rendre meilleure .Les Français avec le temps, reconnaîtront comme nous, les défauts de la leur et, comme nous, ils la corrigeront. Ils ont établi leur gouvernement suivant le principe qui me semble le plus raisonnable : le bonheur du peuple. La France est une grande nation, elle n'est inférieure à l'Angleterre que sous le rapport des arts et du raisonnement. N'est-il pas naturel qu'elle cherche à se débarrasser de la tyrannie d'un despotisme odieux pour devenir libre ? Nous ne pouvons pas être les seuls à jouir de la liberté. »

A aucune de ces opinions si conformes aux principes fondamentaux des whigs d'Angleterre, Fox ne pouvait renoncer : c'est sous la réserve de leur acceptation que Fox adjure encore une fois Burke d'oublier des expressions impropres peut-être et de pardonner, en son-

geant à la lutte commune d'autrefois, à la vieille opposition « qui, à coup sûr, ne s'est pas formée pour obtenir des émoluments et des places par le moyen d'une faction ».

Mais Burke ne comprend la réconciliation que comme conclusion d'une renonciation de Fox à ses doctrines. Dans un long discours, il repasse tous les événements de la Révolution française. Il n'ignore pas que leurs ennemis communs se serviront de cette brouille, mais il répond sèchement, comme on répond, à une chose passée, aux invocations de Fox à la vieille amitié ; il lui reproche de faire à son insu le jeu de ceux qui veulent renverser jusque dans ses fondements la Constitution anglaise. Le fait que l'on voulait diminuer en 1780 l'influence de la couronne ne doit pas conduire à approuver les Français qui veulent réduire à néant cette influence.

Pitt déclare que la situation dans laquelle la Chambre se trouve est neuve et bizarre ; pourtant, comme Burke n'a jamais été en dehors de l'ordre, il propose de repousser la motion de lord Sheffield. Cette motion est repoussée.

Le 11 mai, la Chambre se forme de nouveau, en comité sur le bill.

Une discussion s'engage sur l'article relatif à la composition du Conseil législatif. Fox insiste sur la nécessité de lier dans un gouvernement la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. « L'orgueil de l'aristocratie, explique-t-il, assure l'unité nationale. Il faut une aristocratie fondée à la fois sur la propriété et sur le rang. En Angleterre, la Chambre des Pairs réalise merveilleusement cette idée. Mais au Canada il est impossible de fonder une Chambre des Pairs sur les mêmes principes. Là-bas, au lieu d'un Conseil nommé par le roi, comme les Pairs, il faut un conseil électif, mais un conseil électif dont les membres ne seront éligibles que s'ils possèdent des qualités très supérieures à celles exigées pour être membre de la Chambre d'assemblée ; un conseil électif dont les électeurs posséderont aussi des qualités proportionnellement plus relevées que les qualités des électeurs pour la Chambre d'assemblée. »

C'est en somme l'idée du Sénat opposée à l'idée de pairage. « Ainsi sera constituée une aristocratie de grands propriétaires indépendants à la fois du peuple et de la couronne. La Chambre des Pairs d'Angleterre repose sur le respect bien établi du pays pour les institutions

héréditaires : il est impossible de mettre une institution nouvelle sur le même pied. Dire aux Canadiens « vous aurez une Chambre des Pairs comme une Chambre des Pairs anglaise, se serait tout simplement appeler *à priori*, noblesse, une certaine catégorie de Canadiens. »

Si la Chambre des Communes décide, malgré tout, qu'il y aura des membres du Conseil héréditaires, Fox pense que l'hérédité doit s'étendre à tous. « L'hérédité est une mauvaise chose, mais l'hérédité générale vaut mieux que l'hérédité partielle. » Fox ne veut pas de ces Pairs à vie, « pures machines ministérielles, qui donnent au gouvernement la possibilité d'exercer le pouvoir le plus despotique, en détruisant la Constitution. »

De quelque manière d'ailleurs qu'il soit choisi, un Conseil quelconque vaudra toujours mieux que l'absence de tout conseil. « Plusieurs personnes réunies valent mieux qu'une seule ; un gouvernement, sans contrôle, peut ordonner beaucoup de choses qu'il n'oserait soutenir devant une assemblée ; des discussions, il résulte toujours du bien ; la nécessité où se trouve un gouverneur de soumettre son opinion à plusieurs personnes est un avantage positif. »

Fox insiste, en terminant, sur la nécessité de l'aristocratie, base de tout gouvernement. « Oui, je le répète, l'aristocratie donne au pays cette énergie, cette force et cette puissance d'entreprise qui seules peuvent le rendre grand et heureux. »

Ces déclarations laissaient paraître le désir d'échapper à l'accusation de républicains; comme il l'a dit lui-même plaisamment, Fox pouvait désormais encourir le reproche d'être devenu l'avocat de l'aristocratie ; l'hommage constant qu'il rendait à la constitution anglaise offrait à Burke un terrain de ralliement.

Burke ne répondit pas à ces avances. Gardant pour l'idée une ferveur que ne connaissent plus les parlementaires modernes, il répondit comme un maître dont le livre a eu un immense succès et qui ne comprend pas que son élève favori se pose publiquement en critique de ce livre. Il dit que son parti venait de le bannir, mais, que pourtant il ne se sentait pas coupable ; il réclamait l'appui de la Chambre, il sentait la perte qu'il avait faite, mais il affirmait qu'il la supporterait en homme. Il ne voulait pas recommander la monarchie en dépréciant la République ; mais il ne pouvait se faire à

l'idée de voir la France devenir une République. D'après lui, la Constitution que Fox recommandait pour le Canada, était une constitution démocratique et il n'y avait pas de meilleure forme de constitution aristocratique que celle où la prérogative royale pouvait agir par la faculté de créer des Pairs. Il déplorait la nécessité où il se trouvait de repousser de ses bras l'homme qui, dans son enfance, s'était abandonné à lui, en qui il avait trouvé tant de ressources et de talents naissants et qui, en avançant dans la carrière politique, avait développé si bien ce qu'il avait fait espérer.

« Malgré l'injustice de l'honorable membre qui persiste à m'imputer des sentiments démocratiques et républicains, je puis l'assurer, répondit Fox, que ceux que je lui ai toujours reconnus en matière religieuse ou en tout autre matière ont toujours fait l'objet de mon admiration. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de prodiguer de nouvelles louanges à la Constitution de notre pays. Quand le roi Lear, dans la célèbre tragédie, demande à ses filles comment elles l'aiment, Goneril et Regan répondent par des démonstrations, tandis que Cordelie répond simplement. Comme Cordelie, je ré-

pondrais, si cette question m'était faite sur laConstitution, que je l'aime comme tout bon sujet anglais l'aime. Nous devons tous aimer une constitution sous laquelle nous vivons heureux ; si jamais elle venait à être attaquée, on ne me verrait pas le dernier à la défendre. Relativement à l'aveu de l'honorable membre qui se voit séparé de son parti, je lui répondrai que, s'il en est ainsi, c'est sa faute, et, que, s'il se repent de cette séparation, je puis l'assurer que mes amis et moi serons charmés de le recevoir et de lui rendre notre respect et notre ancien attachement. »

Burke répondit que ces éloges de la Constitution anglaise avaient, dans la bouche de Fox, la même valeur que l'admiration que celui-ci professait journellement pour la France. Burke jusqu'à présent n'avait jamais été « la honte d'un parti, puisqu'il avait ce malheur, à un âge avancé, il refusait l'amitié de Fox comme celle de tout citoyen français. »

C'est ainsi que finit une amitié de vingt-cinq ans. Le bill mis aux voix fut enfin adopté. Cette scène est représentée souvent, comme un grand événement dans les annales parlementaires. Depuis deux ans la différence d'opi-

nions qu'elle accusait entre Burke et Fox était manifeste. Discussions publiques et lettres en témoignaient. Jusque-là l'effet en avait été platonique. Le résultat immédiat de la querelle du mois de mai ce fut la désunion du parti whig et bientôt cette désunion fut tournée contre Fox.

Pendant un an encore, Fox bénéficiera de l'appui officiel des journaux whigs ; Burke, au contraire, va rester isolé ; on lui porte des toasts ironiques ; Windham refuse de dîner avec lui ; certains whigs le détestent comme le destructeur de leur parti. Son nom est rayé de la liste des membres du club whig. Mais cette proscription n'était qu'apparente. Burke l'accueillit en plaisantant : « Lorsque Diogène eut appris que ses concitoyens le chassaient de Sinope, il déclara : et moi je les relègue à Sinope. »

Il gagnait des sympathies nouvelles dans le parti tory ; il pouvait essayer de compromettre avec les radicaux les whigs irréductibles ; il savait que le gros du parti n'attendait qu'une occasion pour se rallier à lui. Aidé par le développement de l'internationalisme français, il va pouvoir agir sur l'esprit de ses

anciens compagnons et lentement, mais sûrement les convertir à sa peur. Dès le mois d'août 1791, plusieurs d'entre eux le remercient de l'envoi de sa brochure « Appel des whigs nouveaux aux vieux whigs », Lord Camdem écrit à Burke que « comme beaucoup d'autres il s'est toujours regardé comme un vieux whig et qu'il a cependant les mêmes principes que lui ».

Patiemment, Burke poursuit son œuvre jusqu'au jour où la défection de Windham fera éclater bruyamment sa joie et où dans une lettre à Richard Burke, il dira : « Ainsi, vous voyez, Windham et moi nous chassons en couple. »

Faut-il dire, comme Lord Hamilton, son vieil ami, que, quelque opinion qu'il soutint, son imagination était si vive et si flexible, que bientôt il se figurait que cela était juste ? Sans doute il était sincère quand il déclarait que le nouvel état de choses accablait son esprit d'un poids énorme ; que c'était un mal pour l'espèce humaine et une menace pour la Constitution d'Angleterre. Mais aussi, il menait directement à la guerre et il servait les émigrés, au milieu desquels, paraît-il à cette époque, il vivait constamment.

Un principe plus élevé, plus clair, inspirait la politique de Fox ; indépendamment de tout dogme conçu *à priori*, loin de toute combinaison égoïste, Fox ne semble avoir pensé qu'au bonheur de l'Angleterre et à la paix du monde.

C'est à Fox pourtant que l'on a reproché de combattre avec des armes de partisan. On l'a accusé de prolixité et d'abstraction dans sa défense de la Révolution française ; on a dit qu'il avait considéré la politique extérieure comme un instrument de parti. De même qu'en exploitant contre lui l'amitié de la tzarine, on l'avait traité d'agent de la Russie, on l'a traité d'agent de la France en exploitant son enthousiasme de la Révolution.

L'esprit de partisan suppose la souplesse, le triomphe des considérations mesquines et le sacrifice des idées aux amitiés utiles. En défendant opiniâtrement la Révolution française malgré tout le respect qu'il avait pour son ami et malgré le chagrin que lui causait ce différend, Fox témoignait qu'il n'avait en rien l'âme d'un partisan. Combien d'autres, en pareilles circonstances, auraient oublié l'intérêt supérieur de leur pays, et, devant le mouve-

ment de l'opinion, n'auraient plus songé qu'à leur intérêt particulier.

Chaque jour, Fox voyait autour de lui le cercle se refermer. Il montrait Pitt porté au pouvoir, non pas par sa sagesse et par son talent, mais par des heureuses circonstances et pourtant ne profitant pas de ces heureuses circonstances : « La Révolution française permettait à l'Angleterre d'exercer sur toute l'Europe une prééminence incontestée. Au lieu de profiter de cet avantage, au lieu de montrer de la sagesse et de la modération, au lieu d'annoncer le désir de concilier l'honneur et l'intérêt de la nation, Pitt avait tout repoussé par dépit et avec insolence. Au lieu d'amitié il avait montré de l'animosité et du mépris ; il était descendu de l'élévation où la fortune l'avait placé et, il s'était trouvé avoir recours à des expédients momentanés qui ne pouvaient que prouver son incapacité. »

Fox « dut-il rester seul, la cause était assez belle pour qu'il recommençât quelque jour à la défendre ». Il avait le sentiment de bien mériter de la postérité et de ses commettants. « Le système de politique étrangère que nous adoptons fait de l'Angleterre l'objet de la

haine et du mépris de l'Europe » ; on peut le peindre par les quatre mots remarquables qui ont été appliqués jadis par un homme d'État de valeur aux mesures qui ont précédé la guerre d'Amérique : *Odiosum, detestabile, imbecillum, caducum.*

Fox continuait dans ses lettres à examiner de très près « les affaires de France ». Le 3 septembre, il écrivait que ces affaires ne l'effrayaient pas tant que cela : « Le roi et les ministres étaient réellement décidés à ne pas gouverner de concert avec l'assemblée. Vous savez bien que, depuis la démission du ministère jacobin, j'ai pensé qu'il était absolument nécessaire que l'assemblée revienne aux principes des Feuillants ou bien, ce qui s'accorde le mieux avec nos principes whigs, que le roi soit obligé de prendre des ministres de la même opinion que l'assemblée. Cependant, il n'est pas possible de ne pas regarder avec dégoût les moyens sanglants employés. »

Le 30 janvier 1792, lors de l'ouverture de la session, dans une espèce de revue des événements politiques précédant le vote de l'adresse, Fox, en même temps qu'il s'élève contre les opérations de Cornwallis dans l'Inde, déclare

qu'il approuve pleinement ce qui se passe en France et il flétrit les émeutes d'inspiration gouvernementale qui ont menacé la personne et détruit la maison d'un homme distingué par ses connaissances et par sa vie littéraire, le docteur Priestley « dont le nom seul soulève le respect, émeutes qui ont réduit à néant ce que ni l'argent ni l'industrie ne peuvent remplacer : le résultat de ses recherches et de ses travaux ».

En brûlant la maison de Priestley, la foule de Birmingham venait de montrer que le courant populaire soulevé par Burke augmentait de violence. Déjà les sociétés de correspondance étaient représentées comme reflétant l'opinion des principaux chefs whigs.

Contre cette réaction, les *Vindiciae gallicæ* de Mackintosh et les *Droits de l'homme* de Paine essayaient de lutter. Mackintosh mettait les pamphlets de Burke dans le même panier que les brefs du pape ou les mandements de l'Inquisition espagnole, faisait un éloge général des droits de l'homme et des élections à deux degrés ; il ne blâmait que la restriction apportée au suffrage universel par le principe des trois journées de travail.

Thomas Paine, dans son livre, si sensé et si supérieur au pamphlet qu'il réfutait, démontrait à Burke que la Révolution de 1688 n'était rien en comparaison de la Révolution de 1789 et que, aussi bien sous Louis XVI que sous Louis XIV, Burke aurait pu passer toute sa vie à la Bastille sans que l'un ou l'autre sut qu'il y était. Mais les Anglais n'étaient pas assez mûrs pour la philosophie de cet ouvrage ; il était difficile de leur faire admettre comme le prétendait Paine que la monarchie tempérée n'est que mensonge et que corruption, que les rois sont des brigands couronnés, que toute hérédité est monarchique ou aristocratique, que toute charte ou corporation sont des absurdités. Et ils étaient plus disposés à admirer les caricatures qui leur représentaient Fox et Sheridan déguisés en conspirateurs républicains, surpris par Burke au moment où ils inondaient la constitution de sang.

Tandis que ses adversaires exagèrent l'anarchie de la France pour désapprouver toute réforme, Fox affirme sa constance d'opinion et il s'applique à lui-même les vers fameux d'Horace :

> Justum et tenacem propositi virum....
> Impavidum ferient ruinæ

Le 11 mai 1792 il s'écrie encore : « Mon opinion sur la Révolution française est exactement ce qu'elle a toujours été. Je la considère comme l'événement le plus heureux pour nous et pour le monde entier. »

Il ne s'arrête pas aux désordres qu'on trouve fatalement dans une lutte de ce genre quand l'attaque est menée par une troupe mal disciplinée. « On a beaucoup parlé de la prise de la Bastille, de cette forteresse où l'homme gémissait souvent sans être jugé ; on a représenté cet événement comme l'effet d'une trahison ; on met en doute même tout ce qui nous est rapporté de cet horrible repaire et moi j'avoue que je me glorifie, comme Anglais, comme ami de la justice et de l'humanité, de voir ce moyen atroce anéanti pour ne jamais reparaître. »

Il défend Priestley et Paine : « J'ignore pourquoi le docteur Priestley, quoiqu'il approuve la constitution anglaise, mérite d'être puni sous prétexte qu'il est unitaire, tandis que je ne le serais pas parce que je suis trinitaire. J'ai lu plusieurs ouvrages de Priestley, je n'ai jamais rien vu de politique dans ses ouvrages religieux et, dans ses ouvrages politiques, il ne me paraît pas avoir mêlé des opinions reli-

gieuses. Le livre de M. Paine est un libelle, mais non un libelle infâme, c'est un libelle contre la Constitution anglaise, tandis que le livre de M. Burke est un libelle contre les constitutions des pays libres. »

Le procureur du roi engage des poursuites contre *Les Droits de l'homme* de Paine ; une proclamation sur les écrits séditieux avec injonction de saisir les écrits et de poursuivre leurs auteurs est déposée sur le bureau de la Chambre, Grey s'oppose avec chaleur à cet espionnage digne de l'ancien régime français et destiné à jeter la discorde et l'épouvante parmi les amis de la liberté ; il compare le rôle de Fox dont les principes sont élevés et dignes, dont l'amitié est un honneur, à la tactique du chancelier de l'Echiquier « tissu d'inconséquences, d'assertions suivies de rétractations et d'apostasies ».

Pourtant plusieurs amis de Fox approuvent la proclamation. Avec duplicité, pour préciser ce conflit d'opinions, Pitt accuse Fox de manquer de patriotisme. Fox a beau invoquer tous les actes de sa vie ; il a beau démontrer que, contre des théories dangereuses, les dispositions patriotiques de la nation constituent la

meilleure des garanties. A quatre heures du matin la Chambre adopte la proclamation.

Cette proclamation visait directement Paine. Bravant la colère officielle et royale, courageusement, Erskine s'offrit pour le défendre au nom du respect de la liberté d'opinions. Mais Paine n'avait déjà plus besoin de défenseurs. Il fuyait pour devenir citoyen français, conventionnel et tirer son chapeau « aux brigands couronnés de l'Europe plongés dans une conspiration, notamment à M. Guelfe, électeur du Hanovre, qu'inculpent de violentes présomptions, en sa qualité de roi d'Angleterre, sa cour et ses ministres ».

Pour Fox, la démocratie n'avait que la valeur d'un idéal, d'un flambeau qui montre la route ; en défendant Paine, en se compromettant avec un homme qui lui ressemblait si peu, Fox venait de donner un témoignage nouveau de son libéralisme.

A partir du 10 août 1792, le mouvement anti-révolutionnaire anglais se transforma nettement en mouvement antifrançais. Tous les Anglais de la haute société furent indignés par les événements du 10 août. Fox fait exception. Ses lettres le montrent suivant avec un intérêt

passionné les événements de France, manifestant des inquiétudes pour la reine, se réjouissant de la fuite de La Fayette « car c'est un honnête homme », mais ajoutant : « Et cependant malgré leurs fautes, malgré leurs folies je m'intéresse à leurs succès au plus haut degré. C'est une grande crise pour la cause réelle réelle de la liberté ; quoique nous puissions penser du peuple qui combat pour elle dans la bataille actuelle, je leur souhaite le sort de mes vieux amis les Américains et je crains leur défaite. »... ... « Je ne pense pas du tout si mal de l'affaire du 10 août que lorsque j'en entendis parler pour la première fois. Si le roi et les ministres étaient réellement décidés à ne pas agir de concert avec l'Assemblée et, qui plus est, s'ils favorisaient secrètement l'invasion des barbares il était nécessaire de toute façon de se débarrasser de lui et d'eux. » — (3 septembre 1792).

Dans une autre lettre de septembre Fox écrit qu'il était à peine habitué aux événements de 10 août quand les récits du 2 septembre sont arrivés ; il considère « les horreurs du 2 comme les événements le plus faits pour briser le courage de ceux qui, comme lui, se

sont inaltérablement, dès le début, dévoués à la vraie cause. Il n'y a pas l'ombre d'excuse pour cet horrible massacre et il n'y a pas la moindre possibilité de l'excuser sur un point particulier ». Pourtant le manifeste du duc de Brunswick remplit Fox « de dégoût ». Dans une lettre qu'il adresse à ses commettants, il tourne en ridicule l'idée d'une semblable conquête, il montre que le premier résultat de cette entreprise mal combinée a été de faire oublier par les habitants de Paris et de toute la France leurs dissensions particulières pour ne songer qu'au danger commun. « Rien n'égale, disait Erskine, l'héroïsme de ce peuple ; il a fouillé jusque dans les demeures des morts pour trouver des moyens de faire de la poudre : les grilles, les barreaux de fer ont été transformés en armes de guerre ; l'esprit dont les Français étaient animés était celui de la terreur et du désespoir. Valmy enthousiasme Fox comme Saratoga et Yorktown l'avaient enthousiasmé. — Brunswick n'est pour lui qu'un nouveau Xerxès ; celui qui défend la thèse des Feuillants n'est pas digne du nom de whig. « Le roi ne peut user de ses prérogatives contrairement au vœu de l'Assemblée. » En

admettant le contraire, Fox renoncerait aux principes politiques de toute sa vie et déjà, tentant d'excuser les révolutionnaires, il écrit : « Quel est le peuple qui ne serait pas conduit à la folie en voyant un ministère se dresser contre la nation qui l'emploie, abuser de la prérogative royale, empêcher la levée d'une armée votée par l'Assemblée, en voyant un roi renvoyer le seul ministère qui ne soit pas suspect d'être de connivence avec l'étranger. »

Fox défend les Jacobins, mais pas plus loin que le 10 août : « S'ils ont trempé la main dans les massacres de septembre, il n'y a pas d'excuses pour tant de cruauté et pour tant de bassesse. — Si les coupables de telles infamies ne sont pas punis, il y aura une ombre sur le brillant gouvernement de la France, ombre que les plus beaux discours de Roland et de Vergniaud n'arriveront pas à dissiper. »

Pour enchaîner cette force d'éloquence et de sincérité, des négociations assez étranges furent engagées : elles étaient destinées, en apparence, à faire entrer Fox dans la combinaison ministérielle de Pitt ; en réalité elles devaient amener la défection des amis de Fox

et priver quelque temps celui-ci de l'appui de ses derniers partisans.

Le journal de Malmesbury nous apprend que, dès le mois de juin 1792, un effort avait été tenté pour amener une alliance entre Pitt et Fox. Malmesbury raconte qu'il a eu une conversation à ce sujet avec Portland. Portland croit cette alliance nécessaire au bien du pays. Fox, espère-t-on, sera partisan de la coalition ; mais il ne voudra pas paraître sacrifier ses idées à la politique de Pitt ; s'il consent à s'unir à Pitt, ce sera, sans nul doute, à la condition que cette alliance sera librement consentie ; que pouvoir, patronage, avantages du gouvernement seront partagés. Les jours suivants les intermédiaires qui négocient l'alliance tâchent de se concerter sur les grandes mesures : réforme parlementaire, abolition de la traite des nègres, acte du Test et politique vis-à-vis de la France. Mais bientôt, Fox consulté, exprime, dans une conversation avec Malmesbury, des doutes sur la sincérité de Pitt ; il craint que Pitt veuille seulement briser le parti whig et il réclame, comme garanties, certains portefeuilles pour ses amis Sheridan, Grey, Erskine et Robert Spencer. — Sous cette

réserve, il reconnaît l'utilité d'une coalition, surtout étant donné que le besoin se fait particulièrement sentir d'une administration forte ; avec sa compétence habituelle, Fox entame le chapitre affaires étrangères. Mais, le lendemain, mécontent, indécis, il déclare qu'il croit la coalition impossible.

Ce qui rendait les négociations difficiles, indépendamment de ces sautes d'humeur, c'était d'une part que Pitt, craignant les manifestations de l'opinion de Fox, relativement à la Révolution française, lui refusait le ministère des Affaires étrangères et que, d'autre part, Fox exigeait, comme condition expresse de son acceptation, que Pitt quittât la trésorerie.

Burke intervint avec à propos pour exploiter contre Fox ces difficultés. Il se déclara partisan de la coalition avec les whigs ; mais il dit que le « char de Fox barrait le chemin » que les principes affirmés par Grey et non désavoués par Fox, introduisaient de la division dans le parti, que l'on devait faire Longborough chancelier et que le parti serait ainsi suffisamment représenté. — Burke se posait en intermédiaire officiel de la négociation ; un jour

où Pitt laissait entrevoir un changement de politique extérieure, un accommodement avec la France comme conséquence de l'adjonction du duc de Portland et de ses amis au gouvernement, Burke se redressa et se déclara autorisé par le duc de Portland à affirmer que celui-ci détestait ces sortes d'accommodements.

Le résultat fut que Fox devint de plus en plus intraitable. Si on lui avait offert le ministère des Affaires étrangères avec le rôle de leader de la Chambre des Lords, Fox aurait sans nul doute accepté. Mais dans une entrevue très secrète, Pitt lui proposa des conditions de coalition, reposant sur l'exclusion de certains hommes, notamment de Sheridan. Fox ne voulut pas l'admettre : il répondit en exigeant que Pitt abandonnât la fonction de premier ministre et rompît ainsi la discussion. A partir de ce moment, l'idée de la coalition sans Fox se précise ; des réunions auxquelles Fox n'assiste pas sont tenues chez Portland ; c'est à une de ces réunions que Bedford refusa de participer en apprenant, au moment d'entrer, l'absence de Fox.

Portland, cependant, n'était pas encore décidé à la rupture avec Fox ; ce n'est que cinq

mois plus tard que la séparation définitive aura lieu ; mais elle se prépare déjà et Fox n'est plus le chef incontesté du parti Whig. Il y a une espèce de conspiration tacite des historiens anglais [1] pour montrer que cette désunion du parti Whig n'était pas dangereuse pour la cause de la paix. D'après eux, l'Angleterre officielle était alors résolue à une politique de neutralité. Pour prouver cette assertion, il montre l'Angleterre ne répondant pas à l'appel de Louis XVI, alors que tous les autres pays armaient pour sauver le roi de France, les hommes d'État anglais se contentant de manifester une certaine complaisance pour les envahisseurs, une certaine crainte des « envahis » et, dans leur petite sagesse, comptant sur les vieux parchemins des traités européens pour remettre tout le monde à sa place. L'effet du manifeste du duc de Brunswick aurait été d'exciter chez les ministres anglais le désir vague d'un triomphe de la coalition en laissant à l'Angleterre la possibilité de dire qu'elle n'y était pour rien.

Pour appuyer sur des textes précis ces affir-

---

(1) Cornewall Lewis, Wakeman.

mations, on fait grand état d'une déclaration de Dundas, en 1791, sur le désir de neutralité de l'Angleterre et on invoque les lettres de Grenville, la lettre du 17 septembre 1791 où Grenville dit que la France ne pourrait pas, avant de longues années, troubler la paix précieuse dont on jouit ; la lettre du 17 août de la même année, où il annonce, pour une longue période, le bienfait de la paix ; la lettre du 13 juin 1792 où il parle de la folie française comme d'une chose lointaine ; la lettre fameuse enfin, où, bien que commentant des événements de la France avec plus d'hostilité et d'irritation, devant le succès des armées françaises et la défaite de Brunswick, il déclare : « Nous ne ferons rien. » « Je remercie Dieu que nous ayons eu l'esprit de nous tenir à l'écart de la glorieuse entreprise des armées combinées et que nous ne nous soyons pas laissés tenter par l'espoir de partager des dépouilles dans la division de la France et par la perspective d'écraser d'un seul coup tous les principes démocratiques sur la surface du globe. Je suis convaincu qu'il faut nous tenir complètement et absolument à l'écart, être bien sur ses gardes à l'intérieur, mais agir très peu ».

Un examen moins superficiel de ces déclarations aurait montré que la neutralité qu'elles semblaient promettre était pleine de menaces. C'était d'ailleurs le temps où Pitt célébrait les quinze années de paix qui allaient venir.

Pour réserver l'opinion de l'avenir, pour se donner à eux-mêmes des excuses, les hommes d'État anglais pouvaient parler de leurs sentiments pacifiques : chacune de leurs actions, chacun des détails de leur politique conduisaient directement à la guerre. En réduisant à rien l'influence de Fox, ils renonçaient à la sagesse en matière d'affaires étrangères ; en persécutant les sociétés de correspondance, parce qu'elles avaient transmis des adresses de félicitations à l'Assemblée législative, ils empêchaient les relations amicales entre les deux pays de s'établir ; malgré la violente opposition de Grey et de ses amis, qui eût dû leur dessiller les yeux, ils se solidarisaient avec l'Europe réactionnaire. Sinon par leurs paroles, par leurs actes du moins ils appelaient le conflit. Loin de réfréner le courant que la violence de Burke avait soulevé contre la France, ils en augmentaient la force. Et bientôt l'hypocrisie cesse et la menace éclate dans les docu-

ments officiels. Le discours royal prononcé le 13 décembre 1792 à l'ouverture de la session flétrit les intentions séditieuses, les insurrections que les tribunaux et la force militaire ont dû réprimer.

« L'intention d'attaquer et de détruire notre heureuse constitution paraît appuyée de moyens étrangers. Jusqu'ici j'ai conservé une neutralité entière dans les guerres du continent et j'ai surtout évité d'intervenir dans les affaires de France ; mais il m'est impossible de douter des intentions criminelles qui existent contre nous. Je ne puis pas moins disconvenir d'un système d'agrandissement et de conquête dirigé contre nos alliés, les États généraux. J'ai dû, dans de pareilles circonstances, prendre des mesures telles que notre sécurité fut assurée. Il m'a fallu augmenter nos forces navales comme celles de l'armée. Rien de ce côté ne sera négligé pour assurer à mon peuple, la continuité de cette paix dont il a joui jusqu'à ce moment. »

« Ce discours, disait lord Wycombe, calomnie la nation qui, au lieu de montrer une disposition à l'insurrection, donne la preuve de la plus grande loyauté. »

Quant à Fox, il déclara que les ministres eux-mêmes ne pouvaient pas croire ce qu'ils avaient fait dire au roi : « Certes, il y avait eu quelques mouvements dans plusieurs villes d'Angleterre, mais il s'agissait partout de matelots qui réclamaient une augmentation de salaire. » Pour trouver un lien entre les insurrections de l'Angleterre et les événements de la France, on avait invoqué l'air sombre qu'avaient pris certaines personnes en apprenant la retraite de Dumouriez. « Si le fait d'être affecté en apprenant que les armées du despotisme ont triomphé de celles de la liberté est une preuve du désir de renverser la constitution anglaise et de se joindre aux étrangers pour la détruire, alors je m'avoue coupable. Quand j'ai appris la retraite de Dumouriez, quand j'ai su que les armées de la Prusse et de l'Autriche pouvaient triompher de la liberté de la France, j'ai éprouvé un véritable chagrin. Quel est donc l'Anglais qui, aimant sa constitution, pourrait souhaiter un succès au duc de Brunswick après avoir lu ce manifeste qui viole toutes les doctrines jusqu'ici sacrées pour un Anglais, qui médite non seulement la destruction de la liberté de la France, mais encore la

destruction de l'Angleterre libérale et de la liberté du genre humain ? Dira-t-on que mon chagrin est la preuve de mes rapports avec la France. »

On s'arrogeait le droit de juger des intentions secrètes des sociétés d'études constitutionnelles. « Quel est l'Inquisiteur espagnol, quel est le tyran des temps passés qui ait pu parler d'une façon plus révoltante ? Comme en 1783, je résisterai à cette opinion publique qui suit servilement l'opinion officielle ; j'agirai dans la conviction que le temps me rendra justice. Il existera au moins un homme qui aura franchement voulu le bien de son pays ; jamais il n'y a eu si peu de motifs de rompre avec la France. C'est le devoir de la minorité de tâcher d'écarter de notre pays une semblable calamité. Est-ce parce que nous n'avons pas de ministre à Paris, est-ce parce que la France est une République que nous devons dissiper nos trésors et répandre le sang de nos concitoyens. »

Au lieu de suspendre l'*habeas corpus*, on devrait rapporter l'acte du test pour enlever aux dissidents toute cause de mécontentement, améliorer la représentation de la Chambre des

Communes pour empêcher de désirer la République, rapporter les lois pénales honteuses ; pour désarmer les dernières hostilités.

Fox aurait voulu qu'on écoutât à la barre de la Chambre les pétitions de tous ceux qui avaient une plainte quelconque à formuler ; il s'élève contre cette politique qui empêche de lire et de penser, qui déclare séditieux tout journal où tout pamphlet où la conduite des ministres est désapprouvée : « J'aime et je chéris notre constitution telle qu'elle est. Cela est devenu non seulement une habitude, mais un besoin. Je sais qu'elle tend à rendre tout le monde heureux ; que les trois branches qui la composent, le roi, les pairs et les communes ne peuvent être attaquées sans que la nation entière soit dans le plus imminent danger. Mais sous prétexte de la préserver des républicains, nous courons le danger de la laisser exposée à l'autre parti extrême : dans les actes du ministère apparaît le désir de dégrader la Chambre des Communes aux yeux de la nation et de diminuer de jour en jour son influence et son pouvoir. »

« J'ai rempli mon devoir, disait-il en terminant, j'ai osé sans craindre la fureur qui va se

diriger contre moi, donner mon opinion. »

La conclusion de ce discours libéral c'était un amendement blâmant le gouvernement pour les mesures qu'il prenait. Sheridan, Grey, T. Grenville et Erskine appuient l'amendement ; mais, Wyndham, Burke et Dundas le combattent ; à trois heures du matin, deux cent quatre-vingt-dix députés se prononcent pour le maintien de l'adresse, cinquante seulement contre.

Le lendemain, Fox saisit l'occasion de la seconde lecture de l'adresse pour réclamer la mise en accusation des ministres. « A partir du jour où la coalition menaçait la France, ils auraient dû intervenir ; la cause de la France était juste ; en négociant avec elle, l'Angleterre aurait évité des scènes d'horreur et elle aurait donné à l'Europe l'exemple de la modération, de la justice et de la dignité. L'alliance de la France avec l'Autriche rendait autrefois la France redoutable. Aujourd'hui, avec des finances épuisées, sans liaison avec l'Espagne et hostile à l'Autriche, la France est devenue mille fois plus redoutable. Son esprit de liberté la rend en effet plus forte que jamais. Il aurait fallu reconnaître immédiatement le gouverne-

ment français et rechercher tous les moyens de faire la paix. Loin de là, on va faire la guerre. La cause apparente de la guerre va être l'invasion de la Hollande par les Français. On oublie qu'une bonne partie du peuple hollandais, hostile au Stathuder et à l'aristocratie d'Amsterdam sera opposée à cette guerre. On oublie la situation de l'Irlande, mais on se préoccupe de la Hollande et on refuse de négocier avec la République française. Burke est descendu aux enfers pour affubler d'images bizarres les maîtres de la France ; l'honnête et vertueux Roland lui-même n'a pas échappé à sa réprobation. Cependant tout n'est pas encore perdu. Jadis on parlait ainsi de Washington, d'Adam et de Franklin ; peu de temps après on traitait avec eux. La république d'Angleterre a été reconnue au temps de Cromwell ; un jour ou l'autre on sera bien forcé de reconnaître la République française. Pourquoi ne pas le faire dès maintenant. »

L'adresse est adoptée en seconde lecture, malgré l'effort de Fox. Sans se décourager, Fox fait alors une motion spéciale pour l'envoi d'un ambassadeur à Paris et des négociations avec le gouvernement provisoire de la France. « On

doit traiter avec le gouvernement existant de toutes les nations, sans regarder sa provenance ; nous avons un consul à Alger ; nous avons un consul au Maroc ; nous pouvons bien avoir un ambassadeur en France. »

Grey, Sheridan, Erskine appuient la motion North, Burke, Windham et la grande majorité des députés la repoussent. Windham, pour s'excuser, dit que s'il ne se place pas au même point de vue que Fox, il conserve du moins les mêmes principes. Mais Burke clame que « traiter avec des hommes teints du sang des victimes est la honte des hontes ».

« Il s'agit de traiter avec une grande nation, réplique Grey. Les ministres ont laissé échapper l'occasion de prévenir bien des crimes et peut être de prévenir cet acte d'injustice que nous redoutons tous les jours d'apprendre. Il faut éviter une guerre horrible, il faut traiter. »

« Votre ambassadeur ne serait pas un suppliant, explique Fox ; il aurait l'ordre de demander satisfaction et de revenir en cas de refus. En traitant maintenant, vous vous donnez une chance de sauver la Hollande de la guerre et d'obtenir la révocation de cette décision du Conseil exécutif dont j'augure aussi

mal que tout autre. J'ai rempli mon devoir, je n'ai pas d'autre motif que l'intérêt public, alors que tant d'autres font la cour aux ministres et à leurs suppôts ; je n'ai pas voulu plaire à mes amis, devenir populaire, car j'aurais dû alors suivre la voie contraire. Le peuple peut traiter ma maison comme celle du docteur Priestley ; tout cela ne m'empêchera pas d'avoir voulu qu'il connaisse les causes de la guerre dans laquelle il va être jeté. »

C'est à ce moment que Fox fut abandonné par presque tous ses amis. Certes, il a encore quelques fidèles. Grey redouble d'enthousiasme pour le grand caractère de Fox ; il déclare : « Tant qu'il vivra je le soutiendrai car il défend la constitution». Erskine le croit délégué par la providence pour donner une nouvelle force à la constitution. Courtenay considérerait « comme le dernier de sa vie politique le jour où il se séparerait de lui ».

Pourtant le gros du parti ne marche plus derrière Fox. Le 11 décembre 1792, marque l'accomplissement définitif de la séparation amorcée en juin. Dans un dîner à Burlington-House, Fox, après avoir exposé ses opinions sur la guerre, se sépara de ses amis Devonshire,

Fitzwilliam, Grenville et Malmesbury. Le 13 décembre, Malmesbury et Elliot of Wells allèrent trouver Portland pour lui expliquer « que les principes et la conduite de Fox ne méritaient aucune approbation, qu'il fallait en arriver à une courte et claire explication et amicalement et fermement renoncer à toute lutte en commun avec lui ». Portland fut, paraît-il, frappé de stupeur, il répondit que cette conversation lui était très pénible ; qu'il était hostile à tout ce qui pouvait approfondir la brêche et réduire Fox à une opposition désespérée.

C'est alors que Burke intervint avec haine contre son ancien ami ; dans des réunions privées il se mit à exciter les Whigs contre lui et un jour, notamment, pendant une heure entière, il harangua Longborough, Gilbert Elliot, Malmesbury, Windham, Lawrence et Elliot of Wells. Le résultat de cette campagne fut rapide. Dès le 24 décembre, le duc de Portland acceptait définitivement de se séparer de son ami « tout en manifestant la grande violence que cette détermination avait faite à son affection privée et à son attachement pour Fox ».

Si la loyauté et l'unité de vues décidaient du succès dans la politique, Fox n'aurait pas été

abandonné. Jamais, peut-être ses discours d'homme public et ses lettres d'homme privé n'avaient reflété une concordance aussi frappante de sentiments qu'à cette époque. Les lettres de décembre nous le montrent, tel que ses discours nous l'avaient fait voir : préoccupé de Dumouriez et de Condorcet, suivant l'intervention des Français en Hollande, défendant l'honnêteté d'intentions de la majorité de la nation française et blâmant violemment la convocation des milices anglaises. La coalition qu'on lui avait d'abord proposée était réalisée contre lui. Fox devait renoncer à exercer une influence quelconque sur la politique de Pitt, à avoir une action efficace sur les affaires étrangères.

La fatalité voulut qu'au même moment, Grey réunit ce qui restait à Fox de troupes fidèles dans l'association des amis du peuple pour la réforme parlementaire. Alors que la prudence aurait recommandé un délai, comme le fait remarquer lord John Russell, la fraction avancée du parti whig se mit à embrasser des vues de réforme auxquelles le public était peu préparé ; elle effraya et elle cessa pendant quelque temps de suivre l'influence de son sage et honnête leader. Délaissé par les courtisans de

Burke, dépassé par les amis de Grey, sa popularité envolée, son éloquence inutilisée, son nom voué à la haine, Fox va se trouver absolument seul.

Cette situation à laquelle il arrivait par étapes eut abattu un homme d'une moins forte trempe ; lui, avec une fermeté admirable poursuivit son chemin. « Il conserva, dit lord John Russell, sa sagesse et son éloquence plus vibrantes que jamais. Seul, portant le drapeau du whiggisme, il allait repousser les attaques de ses ennemis et mépriser la désertion de ses soldats. Purement et simplement il allait être un whig, se dévouer aux principes populaires du parti, et les embrasser profondément au milieu des craintes des timides et des plans incendiaires des illuminés. »

Quand la fin de Louis XVI devient certaine, Fox participe au sentiment de réprobation unanime de la nation anglaise. Comme Burke déclarait que le malheureux souverain allait être jugé comme assassin et que sa mort était inévitable, Fox, reprenant une idée de Sheridan, proposa que la nation anglaise, pour avertir Paris, exprimât toute son horreur d'un tel crime.

Le 4 janvier 1793, lors de la seconde lecture du bill sur les étrangers [1] Fox ne put s'empêcher de parler avec tristesse, de son amitié de dix-sept ans avec Portland, mais il annonce qu'il ne désarmera pas et que si un jour il est obligé de ne plus agir de concert avec les personnes qu'il estime, qu'il aime et dont il respecte le caractère, il aura la force de remplir son devoir. C'est alors que Burke eut ce que ses commentateurs appellent un mouvement énergique et théâtral. Parlant de trois mille poignards fabriqués à Birmingham, il en jeta un sur le plancher et s'écria : « Voilà le résultat à espérer d'une alliance avec la France ; sachons préserver notre pays de l'infection des Français, nos opinions de leurs principes et nos cœurs de leurs poignards. »

Fox déclare que le danger intérieur n'existe pas, que la Révolution française n'a pas fait de prosélytes dangereux et qu'il votera contre le

---

[1] Ce bill soumettait tout nouvel arrivant à une déclaration sur le but de son voyage, l'obligeait à déposer toutes les armes qui n'étaient pas nécessaires à sa défense personnelle, établissait une surveillance sur celui qui rentrait après une courte absence, répartissait entre les districts et soumettait à une étroite police ceux qui recevaient des secours.

bill. Il n'est pas indifférent au progrès des armes françaises ; il reconnaît que la navigation sur l'Escaut peut être un *casus belli* ; mais il ne veut pas, sous prétexte qu'elle est l'alliée de l'Angleterre, que l'on force la Hollande à faire la guerre contre son intérêt. Il accorde que le décret qui fixe les instructions des généraux français est une menace et cette menace l'engage à voter l'augmentation de l'armée et de la marine. « Mais ce décret n'est pas immortel, on peut le faire rapporter. S'il n'y a pas de danger intérieur, à coup sûr il y a un danger extérieur ; la faute en est à la négligence ministérielle. Loin d'y apporter remède, on a voulu lutter contre des opinions. On a posé en principe que les barbaries et les massacres constituaient un motif suffisant de guerre ». « Je ferai tout mon possible pour empêcher que la guerre avec la France naisse de faux prétextes, de fausses apparences. » Il finissait ainsi : « Mes amis ont été en opposition avec le ministère, tant qu'ils ont eu l'espoir de le renverser et de parvenir eux-mêmes aux places. Quand cet espoir s'est évanoui, ils ont appuyé les mêmes ministres dans les mêmes mesures. Trouveront-ils en réfléchissant le ca-

chet de l'honneur à leur conduite ? Les ministres, sûrs d'avoir une partie de l'opposition à eux, pourront mettre souvent la chose publique en danger et sacrifier même à leur propre intérêt, la paix de leur pays. »

Les paroles connues de Sheridan répondaient : « Oh, liberté ! oh vertu ! oh mon pays ! tel était le cri pathétique des vieilles oppositions. Mais l'opposition présente obéit à des motifs moins purs. Elle pleure sur son pays en sang sans aucun doute ; cependant elle louche du côté de la richesse et des honneurs que distribue le ministre avec ses mercenaires. Si je ne craignais pas une allusion joyeuse, toujours impropre en un pareil sujet, je comparerais la conduite de certains whigs à celle de cet alderman sentimental qui, dans la pièce de Hogarth, montre, quand sa fille expire, une face désolée, mais songe surtout à mettre doucement en sûreté la bague de diamants de la morte. »

Ces phrases cruelles augmentaient l'impopularité de Fox et de Sheridan. Il semble qu'à partir des premiers jours de l'année 1793, Fox ait trouvé un réconfort dans la grandeur un peu théâtrale de son rôle d'apôtre de la paix et de la liberté.

Burke soufflait toujours dans sa trompette guerrière et rassemblant tous les instincts de réaction prônait une guerre avec la France, véritable *guerre civile* dont le rétablissement de l'ancienne monarchie serait le but avoué. Son influence annihilait les efforts sérieux faits par les agents français à Londres pour arriver à une entente.

Lebrun avait reçu de Talleyrand, qui vivait alors très retiré à Londres, des conseils de modération et de prudence. Chauvelin savait que les délégués des sociétés qui étaient venus annoncer à la barre de la Convention qu'il y aurait bientôt une Convention anglaise ne réflétaient guère l'opinion du pays. Sheridan lui avait répété à maintes reprises que les Anglais libéraux ne concevaient pas d'autres réformes que les réformes faites suivant la méthode nationale, qu'ils s'indigneraient toujours, même s'ils étaient partisans de la mise en accusation d'un ministre, d'un appel à la révolte venant de l'étranger, que l'Angleterre avait autrefois donné l'exemple d'une révolution, que si elle recommençait, ce serait à sa manière et avec ses propres forces. Jubin et Noël comprenaient admirablement la situation ; ils oubliaient leur

exaltation personnelle pour ne montrer au ministre Lebrun que l'horreur des Anglais pour le régicide qui se préparait, leur attachement à la monarchie et à la religion ; ils savaient que les seuls Anglais notables avec lesquels ils entretenaient des relations, le publiciste Miles, Perry, éditeur du *Morning Chronicle*, Holcroft, républicain, ami de Danton, compromettaient leur cause plus qu'ils ne l'aidaient.

Ils n'auraient demandé qu'à traiter ; mais ils ne trouvaient personne pour les entendre et Pitt gaspillait les éléments de conciliation sérieux qu'ils offraient. Il affectait de les considérer comme de simples agents des principes révolutionnaires ; il approuvait implicitement ceux qui leur prêtaient des projets sur la Tour de Londres, cette Bastille britannique ; non content de l'échec de la mission secrète de Moret, dès le 28 décembre, il signifiait à Chauvelin la cessation de toutes relations personnelles (1).

Cela rend un peu vains les développements destinés à montrer Pitt entraîné malgré lui à

---

(1) Dans son discours récapitulatif du 3 février 1800 Pitt feignait de prendre comme un ultimatum inattendu et plein de menaces infinies la proposition de désarmement que Chauvelin lui avait faite.

la guerre. On peut faire de belles phrases sur son désir d'une paix qui lui eut permis d'établir un vaste système de libre échange, d'abolir les taxes, de diminuer la dette, d'augmenter le bien être général, d'accroître le commerce. On peut déclarer, comme lord John Russell, qu'il ne pensait guère au gouvernement intérieur de la France et qu'il aurait traité avec Robespierre et Carnot aussi bien qu'avec tout autre ministre français. On peut dire qu'il voulait seulement contenir la France dans ses limites anciennes et la forcer à renoncer à ces conquêtes.

Les faits dominent les plaidoyers : avant d'attaquer, il faut négocier. Or, Pitt refusait de négocier. Loin d'arrêter l'hostilité que la nation anglaise manifestait à la Révolution, il regardait s'étendre cette hostilité, il laissait Burke poursuivre son œuvre.

Quand la mort de Louis XVI fut connue à Londres, le renvoi de Chauvelin consacra définitivement ce gaspillage des chances de paix.

Au milieu de la consternation générale, tandis que le roi et la cour prenaient le deuil, Pitt parla de la nécessité de venger le forfait le plus atroce et le plus odieux que l'histoire eût

connu ; Burke réclama non seulement la guerre, mais une guerre dans laquelle on tuerait tous les prisonniers.

Sans doute, la Convention a déclaré la guerre ; mais il semble bien que l'Angleterre en est responsable. Si l'Angleterre avait conservé vis-à-vis de la France une neutralité prudente, la Convention n'aurait pas déclaré la guerre à l'Angleterre. Le refus de reconnaître la République, la cessation de tout rapport diplomatique, le rappel de lord Gower et le renvoi de Chauvelin étaient des outrages qu'une nation fière ne peut supporter.

Sur quoi s'appuyait cette politique ? Sur des arguments qui nous paraissent contestables : une nation n'a pas le droit de prêcher ses doctrines sur le territoire de la nation voisine. Sans doute ni le Parlement, ni le pays n'auraient supporté un ministre adhérant aux principes de la Révolution française ; mais le mouvement populaire contre la France si souvent invoqué n'était pas un mouvement profond : il avait été artificiellement excité par le livre d'un homme. C'était la panique d'une aristocratie plutôt que la réprobation d'une nation, c'était le langage académique de

Grenville [1] précisant solennellement les points sur lesquels il différait de Fox, posant en principe sans preuves à l'appui la nécessité de la guerre avec la France et croyant à l'existence de complots anticonstitutionnels.

C'était chez les Portland, les Fitzwilliam, les Spencer et tous les whigs ralliés au ministère, malgré les protestations d'amitié particulière et les « cher Charles » qu'ils prodiguaient à Fox, le désir de décharger leur conscience, c'est-à-dire peut-être de suivre le bon chemin qui conduit aux bonnes places d'où, en toute sécurité, on peut suivre le mouvement des armées et compter les morts ; c'était la joie de Longhborough de pouvoir détenir le grand sceau ; c'était l'affolement d'Horace Walpole quand il apprenait le sort de ses amis de Paris, « de la pauvre duchesse de Biron, de nouveau arrêtée avec la charmante petite duchesse de Fleury, jeune étourdie qui ne fait que chanter toute la journée » ; quand il tremblait pour la victime la plus douloureuse, la reine, « pour sa pauvre vieille amie, la duchesse de La Vallière, qui est gardée à vue malgré ses quatre-vingt-dix

[1] V. la lettre de décembre 1793.

ans », pour sa fille, la duchesse de la Trémouille, sœur de la duchesse de Châtillon ; c'étaient encore les fureurs de lord Auckland [1].

Ainsi, pour réparer les maux de la Révolution, les dirigeants de l'Angleterre allaient entreprendre une guerre qui allait faire mille fois plus de mal ; s'érigeant en justiciers, ils allaient, pour venger des meurtres civils, précipiter deux grands peuples l'un contre l'autre et, pendant vingt ans, faire couler des flots de sang. Fox le voyait clairement. Contre cette oligarchie, invoquant une opinion publique qui n'était que son opinion particulière, il se dressa bravant l'impopularité, poussé par le seul amour de son pays.

On l'accusait de manquer de patriotisme ; on se réjouissait de voir sa cause plus décriée encore que celle des anciens Jacobites ; on plaisantait sur la capitulation de ses troupes, on flétrissait son extravagance. Aujourd'hui, il reste pour nous le type de l'homme d'État anglais éclairé et libéral.

---

[1] C'est ce même lord Auckland qui transmettait aux États généraux de la Haye une pièce où les Français étaient traités de misérables de prétendus philosophes rêvant dans l'excès de leur vanité au moyen d'établir un nouvel prdre social.

La chute du trône ne lui paraissait pas un malheur pour le monde ; « la douceur d'âme de Louis XVI et ses vertus privées lui inspiraient de la vénération » ; il aurait été heureux de sauver l'homme. Mais la mort du roi ne le rend pas partisan de la guerre avec la France ; le 1er février, à Dundas, qui annonce le renvoi de Chauvelin, à Pitt qui insiste encore sur l'horrible événement de France et remercie le roi de demander des armements, Fox répond qu'il se jugerait indigne de son poste s'il variait dans ses opinions sur la guerre avec la France. « Il ne manquera ni à l'honneur ni à ce qu'il doit à ses commettants. »

Bientôt la discussion lui donne l'occasion de s'expliquer plus complètement. Pitt, dans un grand discours, revient sur la mort de Louis XVI il montre que les Français ont fait de la Savoie un quatre-vingt-quatrième département ; qu'ils veulent en faire un quatre-vingt-cinquième de la Belgique ; il définit la conception révolutionnaire de la guerre de propagande : « tous les pays placés sous la dépendance des Jacobins » ; il fait grand état d'un papier trouvé chez Chauvelin, papier qui finissait ainsi : « le roi d'Angleterre et le Parlement veulent nous faire la

guerre ; mais les républicains anglais ne le souffriront pas. Déjà ils montrent leur indignation et nous saurons voler à leur secours ; nous effectuerons une descente ; nous apporterons cinquante mille bonnets de la liberté, nous planterons l'arbre sacré et la tyrannie de leur gouvernement sera bientôt détruite. Si nous sommes encore forcés d'entendre un langage fier et orgueilleux, nous nous préparons au combat avec un sentiment profond de la justice de notre cause et des efforts que nous aurons employés pour éviter cette fâcheuse extrémité. Nous combattrons les Anglais avec regret parce que nous les estimons ; mais nous les combattrons sans crainte. »

Pitt se sert de ces papiers pour montrer que les protestations d'amitié de Chauvelin n'étaient pas sincères ; il déclare qu'une guerre est mille fois préférable à une paix sans honneur et sans sécurité.

Wycombe attribue la mort de Louis XVI au manifeste de Brunswick, fraternité des rois pour imposer le despotisme à la France d'abord, à toute l'Europe plus tard et Whitbread compare ce manifeste aux menaces des hordes barbares de l'antiquité.

Fox accorde que la mort du roi est un déshonneur pour la France, mais c'est un acte de politique indépendante auquel l'Angleterre ne doit pas plus s'intéresser qu'elle ne s'intéressait à l'Inquisition au temps où elle s'alliait avec le Portugal et avec l'Espagne. Le manifeste de Brunswick était un acte atroce que Burke seul a osé défendre. Le duc de Brunswick a dévasté le pays et il a payé tout ce qu'il prenait avec le papier du malheureux monarque qu'il prétendait assister. C'est alors que l'Angleterre aurait dû intervenir. Elle n'a rien dit ; elle n'a rien fait ; loin de là, sa fureur a éclaté après la défaite des alliés ; elle semble admettre cette étrange doctrine qui donne aux nations voisines le droit de contrôler les opérations d'une nation qui jouit de sa liberté et qui augmente son territoire.

Fox reprend les trois motifs de guerre qu'on invoque : le danger dans lequel se trouve la Hollande ; le décret du 19 novembre de la Convention ; la menace constituée pour l'Europe par le progrès des armées françaises. Il montre le néant de chacun de ces motifs : les Hollandais n'ont pas fait appel à l'Angleterre ; le décret de la Convention n'était qu'une in-

sulte platonique et les Français n'ont jamais sérieusement pensé qu'il pût être exécuté. Il est d'ailleurs assez étrange, de la part des Anglais, d'exiger des Français qu'ils retirent leurs troupes de la Belgique autrichienne et d'intervenir en faveur du despotisme, après avoir été les spectateurs inactifs du partage de la Pologne et de l'invasion de la France. « Ce ne sont pas les principes français qui sont blâmables, c'est l'abus qu'on en a fait. On est épouvanté du mot égalité prononcé par les Français. Cependant rien n'est plus sage que le sens direct de ce mot : tous les hommes sont égaux sous le rapport de leurs droits. Déjà je me suis trouvé en contradiction avec un honorable membre dont l'autorité est imposante ; je ne crains pas de renouveler cette différence d'opinions, je maintiens que chaque nation est souveraine dans ses limites ; qu'elle a le droit de changer son gouvernement et de renvoyer ceux qui la gouvernent. Nous voudrions propager la doctrine chrétienne chez les Français par des moyens bien contraires aux préceptes de Jésus-Christ. Les véritables motifs de guerre entre les nations sont l'insulte, l'injure et le danger. Le premier de ces motifs demande satis-

faction, le second réparation, le troisième garantie. Chacun de ces trois objets nécessite les négociations qui précèdent ordinairement toute espèce de guerre à moins d'une attaque inopinée. L'avons-nous fait ? Non. On nous dit qu'il est de notre devoir de haïr les Français à cause de la part qu'ils ont prise à la guerre d'Amérique. J'ai entendu parler du devoir d'aimer notre prochain, jamais encore de le haïr. On rend ainsi le gouvernement actuel de la France héritier responsable du mal qu'a fait l'ancien et le résultat de tout ceci, c'est la guerre ; comme de cette guerre je présage plus de maux que je n'oserais ici le dire, j'aurais manqué à mon devoir si je n'avais franchement montré les motifs qui me font m'y opposer. Je supplie l'honorable chancelier de l'Echiquier, s'il en est temps encore, de réfléchir, et d'épargner à son pays une guerre d'opinion. Je m'attends à toute espèce de calomnies. Il en est une pourtant que je ne supporterai pas : on dit partout que mes amis et moi avons été découverts ayant des correspondances blâmables avec la France. J'attends mes accusateurs, je les provoque, je les défie d'apporter une seule preuve. »

Le 12 février, alors qu'il est déjà trop tard, Fox méprise l'accusation dirigée contre lui d'être un agent de la France pour ne s'occuper que de la situation de son pays entraîné à la guerre : « Certes les Français nous ont déclaré la guerre d'une façon inconsidérée, mais le rappel de notre ambassadeur, le fait de refuser des assignats, alors que nous admettions le papier plus insignifiant encore du chef des armées combinées, le bill contre les étrangers visant avant tout les Français, le refus d'envoyer un nouvel ambassadeur à Paris, le renvoi de Chauvelin, alors que le message aux deux Chambres avait suffisamment exprimé l'horreur que la mort de Louis XVI, cette tache de l'histoire, causait aux Anglais, tout cela constituait des fautes ou tout au moins des négligences. Cette guerre a trop l'air vraiment de soutenir la cause des rois plutôt que la cause des peuples. En tout cas, il ne faut pas lier son sort au sort de l'empereur et du roi de Prusse ; il ne faut pas que le sang de nos concitoyens soit répandu. que nos trésors soient dissipés pour mettre les armées de l'étranger à même d'établir en France une monarchie telle qu'elles la désirent. La guerre est commencée, j'y don-

nerai mon appui ; mais je ne partagerai pas les faux raisonnements des ministres ; je me regarderai comme toujours appelé à les surveiller : je me souviendrai que par leur mauvaise administration ils nous ont entraînés dans une guerre pour laquelle il eût été mieux de consulter les intérêts et la dignité de la nation. Tout en augmentant la gloire de notre marine et de notre armée, cette guerre peut-être fatale à la nation. La vérité et la justice sont toujours préférables aux plus belles phrases.

Les éléments que les vues réformistes de Grey avaient un instant dispersés, à partir de ce moment, reviennent se grouper autour de Fox. Ce n'était plus qu'un pauvre petit parti. Vers la fin du siècle, on disait volontiers que toute l'opposition aurait pu tenir dans un fiacre quand elle sortait de la Chambre des Communes ; le vieux Georges Byng ne démentait guère cette assertion le jour où dans le dîner célébrant sa cinquantième élection pour le Middlesex il dit : « On a prétendu que les whigs auraient tous tenus dans un fiacre : c'est une erreur ; nous en aurions bien rempli deux. »

Qu'ils aient rempli un fiacre ou qu'ils en aient rempli deux, qu'ils aient même été quarante, comme le prétend lord Holland, ils ne constituaient qu'une très faible minorité. Cependant ils se tenaient solidement autour de leur chef ; ils répondaient par leur dévouement à la vigueur de ses discours et ils étaient si habiles qu'ils donnèrent à leurs efforts un éclat que, ni le pouvoir, ni la frénésie populaire, ni les lois contre la sédition ne purent éteindre.

Avec cette poignée de partisans, Fox tient tête à deux cent soixante-dix adversaires ; tandis qu'on l'injurie et qu'on l'appelle avocat des Français, il flétrit, pour sa conduite en Pologne, la Prusse que pourtant l'Angleterre courtise ; il accable de railleries ses anciens compagnons que la peur a conduits aux honneurs ; il attaque les plans financiers de Pitt et sa passion de la popularité.

Les ministres parlent d'insurrections, de révoltes et répandent le bruit que Fox a une correspondance avec la France. Fox leur reproche d'avoir voulu réduire à néant le régime parlementaire. Maintenant que la guerre est déclarée, il donne tout son appui aux mesures

qui peuvent hâter la victoire parce qu'il croit que seule une guerre vigoureuse peut faire obtenir rapidement la paix : mais il regrette toujours que le gouvernement soit dans des mains si inhabiles.

Les erreurs qui signalent le début des opérations, le commandement débile du duc d'York, le fractionnement de l'armée anglaise en petites expéditions sur toute la surface du globe vont lui donner raison. Pour lui les intérêts de l'Angleterre n'ont jamais été liés à ceux des autres puissances.

On le représente comme un homme d'une ambition démesurée et même comme un traître ; le caricaturiste Gillray devait bientôt le dessiner en sans-culotte, montrant du doigt la Tour de Londres à la flotte française ; à coup sûr, ces attaques ne lui étaient pas indifférentes ; il éprouvait une certaine amertume d'avoir été abandonné par de vieux compagnons avec lesquels il luttait depuis l'enfance.

La brouille n'était que politique ; les seigneurs et les gentilshommes qui s'étaient séparés de lui, comme ils le voyaient ruiné, firent une collecte en sa faveur et trente mille livres sterling lui furent souscrites pour lui assurer

une pension de trois cents guinées viagères et inaliénables. Mais il était difficile d'être plus impopulaire. L'appel aux électeurs de Westminster montre Fox luttant contre cette impopularité. Dans cette lettre à ses commettants il justifie et il explique ses opinions à l'égard de la Révolution française. C'est le premier de ses ouvrages imprimés ; projet de harangue publique plutôt qu'écrit rédigé soigneusement dont on s'est servi pour reprocher à Fox la négligence de son style et pour mettre son talent d'écrivain au-dessous de sa réputation d'orateur.

A cette époque l'existence privée de Fox était comme une de ces haltes fécondes, comme un de ces repos qui donnent du prix à la vie. Quiconque avait connu son ardeur au plaisir, aurait difficilement imaginé cette puissance d'apaisement. Revenu à Saint Ann's Hill, Fox relisait *Homère*, s'occupait de l'éducation de son neveu, le futur lord Holland, il montrait « un ravissement intense pour les fleurs, les arbres, les oiseaux, les brises fraîches ».

« A cette bienveillance large qui le portait jadis à vouloir délivrer les esclaves africains, il joignait, dit lord John Russell, une pratique

de la vie charitable, une perception de la beauté dans la nature, la littérature et l'art qui était pour lui la source d'une joie perpétuelle. A une simplicité de manières rare chez un grand homme, il unissait les vues les plus profondes, un cœur sensible que la calomnie ne pouvait attaquer, les années rendre froid ou le monde fielleux. »

C'était en cette année 1793 comme un retour heureux vers la splendeur des choses qui lui chantait le mépris de l'agitation humaine et l'élevait au-dessus des calomnies. Ses lettres, par exemple la lettre à Grey sur les rossignols et les merles reflètent cet état d'esprit.

Peut-être faut-il voir, dans cette paix de l'âme, l'influence de Mrs. Armstead, celle qu'il devait épouser en 1795 : « Déjà plus d'un demi-siècle s'est écoulé pour moi et cette dernière année a été la plus fortunée de toutes. Par quel enchantement les chagrins n'ont-ils fait que diminuer et mon bonheur que s'accroître à mesure que j'avance en âge. C'est à vous d'expliquer ce renversement général des lois de la nature, vous qui en êtes la seule cause. »

Une réalité domine ces détails de vie privée : l'esprit de Fox était alors plein de maturité et

de raison. Pour abandonner un repos qu'il goûtait si intensément, qu'il préférait de beaucoup, comme il l'écrivait lui-même aux débats de la Chambre, il fallait un motif bien sérieux. Ce motif c'était l'intérêt de l'Angleterre.

Fox sentait vivement tout le mal qu'avait fait la politique intérieure et extérieure de Pitt ; il ne pouvait pardonner au fils de lord Chatam d'avoir sonné le ralliement du torysme ; il se dressait contre lui pour épargner à son pays une guerre qui a duré vingt ans et dont les maux ont été irréparables.

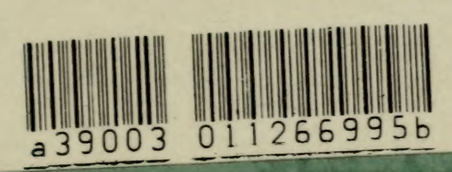
Dans son bon sens profond, il savait qu'il n'avait pas à attendre autre chose que les reproches des contemporains ; pourtant, obéissant à un sentiment supérieur du devoir, il tenait tête aux calomnies et aux injures que lui prodiguait la majorité.

Fox n'a même pas eu l'admiration de la postérité. Conservant contre lui une mauvaise humeur étrange, l'Angleterre lui reproche d'avoir trop répété que la Révolution était un grand pas vers la liberté, de n'avoir pas compris la gravité de l'invasion de la Hollande par les Français et d'avoir recommandé une poli-

tique de sentiments plutôt qu'une politique d'hommes d'État.

L'Angleterre oublie que c'est Burke qui, par ses discours et par son livre, a été le premier à introduire des considérations sentimentales sur la Révolution française dans le domaine des réalités politiques ; que la politique dite réaliste de Pitt a manqué de souplesse et de vues d'avenir et que la politique de sentiments de Fox aurait, si on l'avait suivie, conduit directement à une paix solide et peut être définitive entre la France et l'Angleterre.

TABLE DES MATIÈRES


a39003 011266995b

